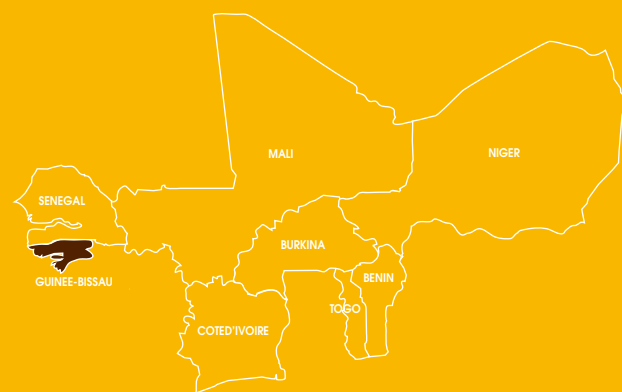




BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

REPUBLIQUE DE GUINEE-BISSAU
MINISTERE DES FINANCES
**Comité de la Balance
des Paiements**

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

GUINEE-BISSAU 2014



REPUBLIQUE DE GUINEE-BISSAU
Ministère de l'Economie et des Finances
**Comité National de la Balance des
Palements**

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

GUINEE-BISSAU 2014

TABLE DES MATIERES

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS	5
AVANT PROPOS.....	6
RESUME.....	7
INTRODUCTION.....	8
I- COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES.....	10
1.1- Balance commerciale de biens.....	11
1.1.1- Exportations de biens.....	12
1.1.1.1- Evolution globale des exportations de biens.....	12
1.1.1.2- Composition des exportations de biens.....	12
1.1.1.3- Orientation géographique des exportations.....	13
1.1.2- Importations de biens.....	16
1.1.2.1- Evolution globale des importations de biens.....	16
1.1.2.2- Composition des importations de biens.....	16
1.1.2.3- Orientation géographique des importations.....	18
1.2- Balance de services.....	22
1.2.1- Exportations de services	22
1.2.2- Importations de services	23
1.3- Compte des revenus primaires.....	24
1.4- Compte des revenus secondaires.....	25
II- COMPTE DE CAPITAL.....	27
2.1- Acquisition ou cession d'actifs non financiers non produits.....	27
2.2- Transferts de capital.....	27
III- COMPTE FINANCIER.....	28
3.1- Investissements directs étrangers.....	28
3.2- Investissements de portefeuille.....	30
3.3- Dérivés financiers.....	30
3.4- Autres investissements.....	30
IV- CAPITAUX MONETAIRES.....	31
4.1- Avoirs et engagements de la Banque Centrale.....	31
4.2- Avoirs et engagements des autres institutions de dépôts.....	31
4.3- Avoirs et engagements de la Banque Centrale et des autres institutions de dépôts.....	31
V- POSITION EXTERIEURE GLOBALE.....	32
5.1- Évolution de la position extérieure globale.....	32
5.2- Ventilation sectorielle de la position extérieure globale.....	33
5.3- Structure géographique de la position extérieure globale	33
CONCLUSION.....	35
ANNEXE.....	36

Index des Graphiques

Graphique 1 : Solde de la balance des transactions courantes (en millions de FCFA).....	10
Graphique 2 : Volume exporté et prix à l'exportation de noix cajou.....	13
Graphique 3 : Orientation géographique des exportations en 2014.....	16
Graphique 4 : Composition des importations de biens.....	18
Graphique 5 : Orientation géographique des importations	18
Graphique 6 : Structure des importations en provenance des autres pays de l'Union.....	19
Graphique 7 : Évolution de la balance des services (en millions de FCFA).....	22
Graphique 8 : Structure des exportations de services (en millions de FCFA).....	23
Graphique 9: Structure des importations de services (en millions de FCFA).....	24

Index des Tableaux

Tableau 1 : Evolution des principaux soldes de la balance des paiements	11
Tableau 2 : Compte des transactions courantes	12
Tableau 3 : Compte de biens	12
Tableau 4 : Exportations de biens par rubriques	13
Tableau 5 : Exportations de marchandises générales par principaux produits	13
Tableau 6 : Orientation géographique des exportations	15
Tableau 7 : Evolution des exportations destinées vers les pays de l'UEMOA	16
Tableau 8 : Evolution des importations de biens par rubriques	17
Tableau 9 : Importations de biens	18
Tableau 10 : Evolution des Importations en provenance des autres pays de l'UEMOA	20
Tableau 11 : Ventilation géographique des importations de marchandises	22
Tableau 12 : Evolution de la balance des services	23
Tableau 13 : Revenus primaires	25
Tableau 14 : Revenus secondaires	26
Tableau 15 : Compte de capital	28
Tableau 16 : Compte financier	29
Tableau 17 : Ventilation géographique des investissements directs étrangers	30
Tableau 18 : Correspondance des statistiques monétaires et celles de la balance des paiements.....	32
Tableau 19 : Variation de la position extérieure globale	33
Tableau 20 : Ventilation sectorielle de la position extérieure globale (fin de période)	34
Tableau 21 : Répartition géographique de la position extérieure globale	35

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

BOAD	Banque Ouest Africaine de Développement
BTC	Balance des Transactions Courantes
BM	Banque Mondiale
CAF	Coût Assurance Fret
DGA	Direction Générale des Douanes
DOLLAR USD	Monnaie des Etats Unis
EURO	Monnaie de l'Union Monétaire Européenne encore appelée Zone Euro
ECID	Enquête Coordonnée sur les Investissements Directs
FCFA	Franc de la Communauté Financière Africaine
FMI	Fonds Monétaire International
FOB	Franco à Bord
GB	Guinée - Bissau
IDE	Investissements Directs Etrangers
LIVRE STERLING	Monnaie Nationale d'Angleterre
MBP5	5 ^{ème} édition du Manuel de la Balance des Paiements
MBP6	6 ^{ème} édition du Manuel de la Balance des Paiements et de la Position Extérieure Globale
PEG	Position Extérieure Globale
PIB	Produit Intérieur Brut
SCN	Système de Comptabilité Nationale
UE	Union Européenne
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
YUAN	Monnaie nationale de la Chine

NB : la monnaie de référence dans le rapport est le FCFA, sauf indication du contraire.

AVANT PROPOS

La Balance des paiements est un cadre analytique qui retrace l'ensemble des opérations entre les résidents et les non résidents durant une période donnée qui peut être mensuelle, trimestrielle ou annuelle. Ces principaux soldes constituent des indicateurs importants d'analyse et de diagnostic. Aux termes de l'article 1^{er} de l'Annexe III du Règlement n°09/2010/CM/UEMOA du 1^{er} octobre 2010, relatif aux relations financières extérieures, la Banque Centrale est chargée de l'établissement de la balance des paiements et de la position extérieure globale des Etats membres de l'UEMOA ainsi que de la balance des paiements régionale.

Ces comptes sont élaborés sur la base des contributions de tous les acteurs économiques, à travers les outils de collecte de données mis en œuvre par la Banque Centrale. Outre ces informations, l'élaboration de la balance des paiements et de la position extérieure globale s'appuie sur les travaux de la Cellule sous régionale, chargée de la réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA. Ces travaux ont permis de procéder à une analyse fine des asymétries relevées dans les déclarations statistiques bilatérales des Etats, en vue du rapprochement des données du commerce intra-UEMOA au titre de l'année 2014. Les corrections d'asymétries ont également porté sur les flux touristiques, les envois de fonds des travailleurs migrants et les investissements directs étrangers.

Avec l'entrée en vigueur de la sixième édition du Manuel d'élaboration de la balance des paiements et de la position extérieure globale (MBP6), publiée en 2008 par le FMI, les comptes extérieurs de la Guinée-Bissau sont élaborés depuis 2011, sur la base de ce nouveau dispositif.

RESUME

Au cours de l'année 2014, l'environnement économique et financier international a été marqué, au plan mondial, par une activité moins vigoureuse que prévue. Le taux d'expansion de l'économie mondiale est estimé par le Fonds Monétaire International (FMI) à 3,4% en 2014. Au plan national, l'année 2014 a consacré le retour à la normalité constitutionnelle après deux années de transition. Le taux de croissance du PIB est estimé à 2,7% en 2014 contre 0,8% en 2013 et -1,8% en 2012.

Ainsi, les transactions économiques et financières de la Guinée-Bissau avec le reste du monde pour l'année 2014, font état d'une nette amélioration du profil des échanges extérieurs, en ligne avec une amélioration sensible des soldes des comptes courant et de capital et une hausse des flux nets du compte financier. Ces évolutions ont permis une amélioration de la position extérieure nette de 76.247,4 millions en 2014 contre 10.722,0 millions en 2013. Ces performances sont liées principalement à des facteurs exogènes, notamment la hausse des prix à l'exportation de la noix de cajou, l'appréciation du dollar par rapport à l'euro et la hausse des transferts publics et privés. Elles illustrent la vulnérabilité de l'économie face aux chocs externes et l'urgence de conduire les réformes permettant de diversifier la base productive et les exportations.

INTRODUCTION

Au cours de l'année 2014, l'environnement économique et financier international a été marqué, au plan mondial, par une activité moins vigoureuse que prévu, en raison de l'atonie de la reprise économique dans certains pays industrialisés et de la poursuite du ralentissement de l'expansion économique dans la plupart des grands pays émergents.

Le taux d'expansion de l'économie mondiale est estimé par le Fonds Monétaire International (FMI) à 3,4% en 2014. Dans les pays industrialisés, le taux de croissance est ressorti à 1,8% contre 1,4% l'année précédente, selon le FMI. Au niveau des pays émergents et en développement, la croissance économique a ralenti, passant de 5,0% en 2013 à 4,6% en 2014, en raison principalement de la sortie des capitaux au profit des économies avancées, de la volatilité des marchés boursiers, des contraintes structurelles internes et du regain des tensions géopolitiques dans un nombre croissant de régions. Toutefois, cette situation d'ensemble masque le dynamisme de l'économie indienne, porté principalement par la relance des investissements publics, l'amélioration du climat des affaires et de la compétitivité extérieure.

En Afrique subsaharienne, la croissance est ressortie en baisse, du fait essentiellement du ralentissement de l'activité observé en Afrique du Sud. La région a connu une croissance de 5,0% en 2014 contre 5,2% en 2013, sous l'effet du dynamisme des autres économies, tiré par la demande intérieure dopée par la hausse des salaires et des transferts des migrants ainsi que des investissements publics et privés, notamment dans les infrastructures et les activités manufacturières.

L'inflation a poursuivi sa décélération, en liaison avec la baisse des cours des matières premières, notamment le pétrole et les produits alimentaires. Dans les pays industrialisés, le taux d'inflation s'est établi à 1,4% en 2014, tout comme en 2013. Au sein des pays émergents et en développement, il s'est situé autour de 5,1% en 2014 contre 5,9% en 2013.

Les cours des matières premières se sont, pour la plupart, orientés à la baisse, en raison de la faiblesse de la demande mondiale, liée notamment au ralentissement de la croissance dans les pays émergents. Les indices calculés par le FMI indiquent, en moyenne annuelle, un repli des prix des produits énergétiques de 7,5%, de ceux des produits industriels de 6,0% et des produits alimentaires de 4,2%. Globalement, les prix des produits de base ont baissé de 6,3% en 2014 par rapport à leur niveau de 2013. En revanche, les cours mondiaux des produits exportés par l'Union se sont orientés à la hausse par rapport à l'année 2013, à l'exception de ceux du caoutchouc, de l'or et du coton qui ont enregistré des baisses notables. Les augmentations les plus importantes concernent la noix de cajou (+38,7%), l'huile de palmiste (+35,0%) et le cacao (+25,8%). L'augmentation de la demande, notamment aux Etats-Unis et en Europe, a contribué à soutenir les cours de la noix de cajou. La vigueur des cours de l'huile palmiste a été confortée par la diminution des exportations de l'Indonésie et de la Malaisie. L'accroissement des prix du cacao est lié à la baisse de l'offre dans un contexte, où

la demande mondiale augmente, portée par la hausse de la consommation de chocolat, notamment en Chine.

Sur les marchés des changes, l'euro s'est déprécié par rapport aux principales devises, notamment au cours des deux derniers trimestres de l'année 2014, en liaison avec les mesures d'assouplissement de politique monétaire prises par la BCE. Le cours de la monnaie unique européenne est passé, en moyenne de 1,3704 dollar en décembre 2013 à 1,2331 dollar en décembre 2014, soit une baisse cumulée de 10,0%. Vis-à-vis de la livre sterling, du franc suisse et du yuan, l'euro a respectivement reculé de 5,6%, 1,8% et de 8,3% sur la même période. En revanche, la devise européenne s'est appréciée face au yen japonais, du fait des difficultés économiques de l'Archipel, entré en récession au troisième trimestre 2014. Sur le marché ouest-africain, le franc CFA s'est apprécié à l'égard de la plupart des monnaies de la sous-région. En moyenne, 1.000,0 FCFA se sont échangés contre 5,8 cedis ghanéens, 83,2 dalasis gambiens, 9.120,6 leones sierra-leonais, 171,7 dollars libériens, 14.187,1 francs guinéens et 316,6 nairas nigériens.

Au plan sous-régional, l'activité économique au sein de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) est demeurée vigoureuse en 2014. Le produit intérieur brut de l'Union est ressorti en augmentation de 6,5% en 2014, après une progression de 5,9% en 2013. L'amélioration de la croissance économique de l'UEMOA résulte du raffermissement de la production industrielle, l'accroissement de la production agricole au cours de la campagne 2014/2015 et de la bonne tenue de la production de la branche « Bâtiments et Travaux Publics », en liaison avec la poursuite, par les Etats membres, de l'exécution des projets visant la restauration et le renforcement des infrastructures socio-économiques dans le cadre de la mise en œuvre des programmes stratégiques de développement. L'inflation a poursuivi en 2014 la dynamique baissière amorcée en 2012 avec un taux moyen dans l'Union ressorti à -0,1% en 2014 contre 1,5% en 2013 et 2,4% en 2012.

Au plan national, l'année 2014 a consacré le retour à la normalité constitutionnelle après deux années de transition¹. Cette situation a favorisé la reprise de l'activité et la mobilisation des ressources extérieures. Le taux de croissance du PIB est estimé à 2,7% en 2014 contre 0,8% en 2013 et -1,8% en 2012. Ainsi, les transactions économiques et financières de la Guinée-Bissau avec le reste du monde pour l'année 2014, font état d'une nette amélioration du profil des échanges extérieurs, en ligne avec une amélioration sensible des soldes des comptes courant et de capital et une hausse des flux nets du compte financier. A cet effet, le compte courant présente un niveau record avec un excédent de 3.119,9 millions en 2014 contre un déficit de 25.941,5 millions en 2013, en rapport avec une forte hausse des transferts reçus par l'Etat. L'excédent du compte de capital s'est fixé à 27.395,9 millions en 2014 contre 15.822,1 millions en 2013 et le solde du compte

¹La crise politique de l'année 2012 a entraîné la mise en place d'un Gouvernement de transition et la suspension des relations de coopération entre le pays et plusieurs partenaires extérieurs, notamment l'UE, la BM et la BAD. La tenue des élections présidentielles et législatives en juin et juillet 2014 a marqué le retour à la normalité constitutionnelle. Les accords de pêche avec l'UE ont été repris de même que la coopération avec le FMI, la BAD et la BM.

financier indique des entrées nettes à hauteur de 39.591,4 millions, ce qui s'est traduit par une amélioration de la position extérieure nette de 76.247,4 millions en 2014 contre 10.722,0 millions en 2013. Le tableau 1 présente les soldes des principales composantes de la balance des paiements.

Tableau 1 : Evolution des principaux soldes de la balance des paiements

(En millions de FCFA)

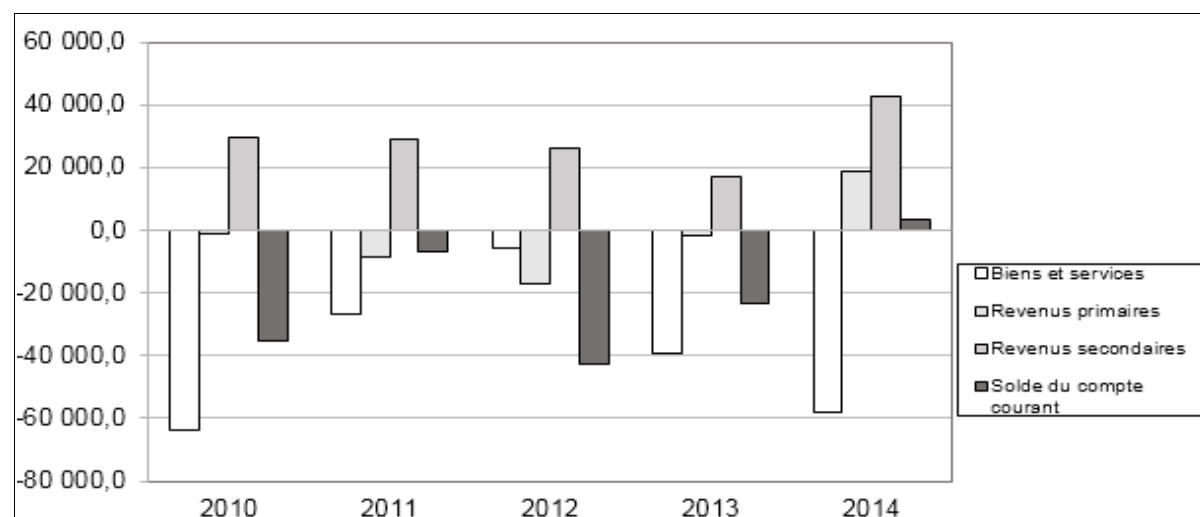
	Poste	Crédit	Débit	Solde
1	Compte des transactions courantes	190 977,21	187 857,31	3 119,9
1.A	Biens et services	105 254,75	163 478,92	-58 224,2
1.A.a	Biens	82 055,14	105 883,75	-23 828,61
1.A.b	Services	23 199,61	57 595,17	-34 395,6
1.B	Revenus primaires	31 114,80	12 655,66	18 459,1
1.C	Revenus secondaires	54 607,66	11 722,73	42 884,9
2	Compte de capital	27 395,92	0,00	27 395,9
2.2.2	Autres secteurs	1 295,92	0,00	1 295,9
3	Compte financier	-2 382,91	37 208,54	-39 591,45
6	Erreurs et omissions nettes	-140 716,84	-146 856,97	6 140,13
7	Solde global	80 039,20	3 791,80	76 247,4

Source : BCEAO

I- COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES

La balance des transactions courantes, regroupant celles des biens, des services, des revenus primaires et secondaires, présente un déficit structurel. Cette situation provient principalement des comptes des biens et services et des revenus primaires. En 2014, un excédent a tout de même été enregistré en rapport avec une forte hausse des transferts reçus de l'extérieur. Le graphique 1 retrace ces évolutions.

Graphique 1 : Solde de la balance des transactions courantes (en millions de FCFA)



Source : BCEAO

En 2014, la balance des transactions courantes s'est sensiblement améliorée en affichant un excédent de 3.119,9 millions contre un déficit de 25.941,5 millions en 2013, en rapport avec une forte progression des transferts reçus par l'Etat alors que le déficit du compte des biens et des services s'est accru. Le solde primaire a également enregistré un excédent record du fait des ressources reçues dans le cadre des accords de pêche signés avec l'Union Européenne et d'une meilleure évaluation des revenus des travailleurs saisonniers². Le tableau 2 présente l'évolution des principaux soldes des comptes de transactions courantes.

Tableau 2 : Compte des transactions courantes

(En millions de FCFA)

Poste	2010	2011	2012	2013	2014
Biens et services	-63 638,0	-27 025,4	-51 678,5	-39 090,7	-58 224,17
Biens	-34 643,7	-1 046,2	-25 732,0	-14 840,4	-23 828,6
Services	-28 994,3	-25 979,2	-25 946,5	-24 250,3	-34 395,6
Revenus primaires	-1 143,7	-8 733,6	-16 864,2	-3 963,2	18 459,1
Revenus secondaires	29 742,0	29 129,0	26 045,4	17 112,4	42 884,9
Solde du compte courant	-35 039,8	-6 630,0	-42 497,3	-25 941,5	3 119,9
Solde du compte courant (hors dons)	-46 239,8	-22 412,0	-54 397,3	-28 341,5	719,9
PIB Nominal	419 169,0	521 647,0	516 990,1	527 869,8	539 773,1
Solde courant (en pourcentage du PIB)	-8,36%	-1,27%	-8,22%	-4,91%	0,58%

Sources : BCEAO et INE

1.1- Balance commerciale de biens

Le déficit de la balance commerciale de biens s'est accru, en passant de 14.840,5 millions en 2013 à 23.828,6 millions en 2014, en rapport avec une hausse de la valeur des importations plus importante que celle des exportations.

Tableau 3 : Compte de biens

(En millions de FCFA)

Poste	2010	2011	2012	2013	2014
Exportations de biens	62 702,45	112 300,78	67 062,02	75 485,60	82 055,14
Importations de biens	97 346,13	113 347,01	92 793,97	90 326,00	105 883,75
Balance commerciale de biens	-34 643,69	-1 046,23	-25 731,95	-14 840,40	-23 828,61
Taux de couverture des importations par les exportations (en pourcentage)	64,4%	99,1%	72,3%	83,6%	77,5%
Degré d'ouverture commerciale. (en pourcentage)	19,1%	21,7%	14,6%	14,5%	16,4%

Sources : Douanes et BCEAO

Dans ce contexte, le taux de couverture des importations par les exportations s'est réduit, passant de 83,6% en 2013 à 77,5% en 2014. Le déficit commercial, en pourcentage du PIB, est passé de 2,6% en 2013 à 3,9% en 2014.

²L'enquête sur les transferts réalisée en 2011 a révélé que 5,7% des transferts privés reçus proviennent des travailleurs saisonniers et 3,7% des transferts émis sont réalisés par des travailleurs saisonniers en Guinée-Bissau. Ces flux financiers ont servi à évaluer les salaires reçus par ces travailleurs et les dépenses de voyage réalisées.

1.1.1- Exportations de biens

1.1.1.1- Evolution globale des exportations de biens

A la suite des ajustements apportés aux statistiques douanières, les exportations FOB de marchandises générales sont ressorties à 82.005,1 millions en 2014 contre 75.485,6 millions l'année précédente, soit une hausse de 8,0% après un accroissement de 12,6% en 2013. La hausse de la valeur des exportations s'explique principalement par l'accroissement des prix à l'exportation de la noix de cajou qui sont passés de 850\$/tonne en 2013 à 1.000\$/tonne en 2014, dans un contexte marqué par l'appréciation du dollar par rapport à l'Euro. Aucune exportation de bois n'a été enregistrée par les services douaniers du fait principalement des mesures d'interdiction d'exportation prises en 2014 pour accélérer les exportations de noix de cajou au vu des contraintes que le port de Bissau a connues. Les exportations des autres produits sont restées marginales.

Tableau 4 : Exportations de biens par rubriques

(En millions de FCFA)

Poste	2010	2011	2012	2013	2014
Marchandises générales	62 702,4	112 300,8	67 062,0	75 485,6	82 055,1
Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Or non monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0
Total exportations de biens	62 702,4	112 300,8	67 062,0	75 485,6	82 055,1

Sources : Douanes et BCEAO

Tableau 5 : Exportations de marchandises générales par principaux produits

(En millions de FCFA)

Produits	2010	2011	2012	2013	2014
Noix de cajou 1/	37 327,6	55 793,9	50 360,7	62 357,6	57 242,6
Bois	252,1	87,4	0,0	279,1	0
Autres	3 318,1	2 189,1	1 211,3	351,2	274,0
Total statistiques officielles	40 897,9	58 070,4	51 572,0	63 114,9	57 516,6
Ajustement de Valeur	5 587,0	28 425,0	10 025,0	2 608,0	11 855,2
Ajustement de Champ	16 217,5	25 805,4	5 465,0	9 762,7	12 683,3
Total	62 702,4	112 300,8	67 062,0	75 485,6	82 055,1

Sources : Douanes et BCEAO

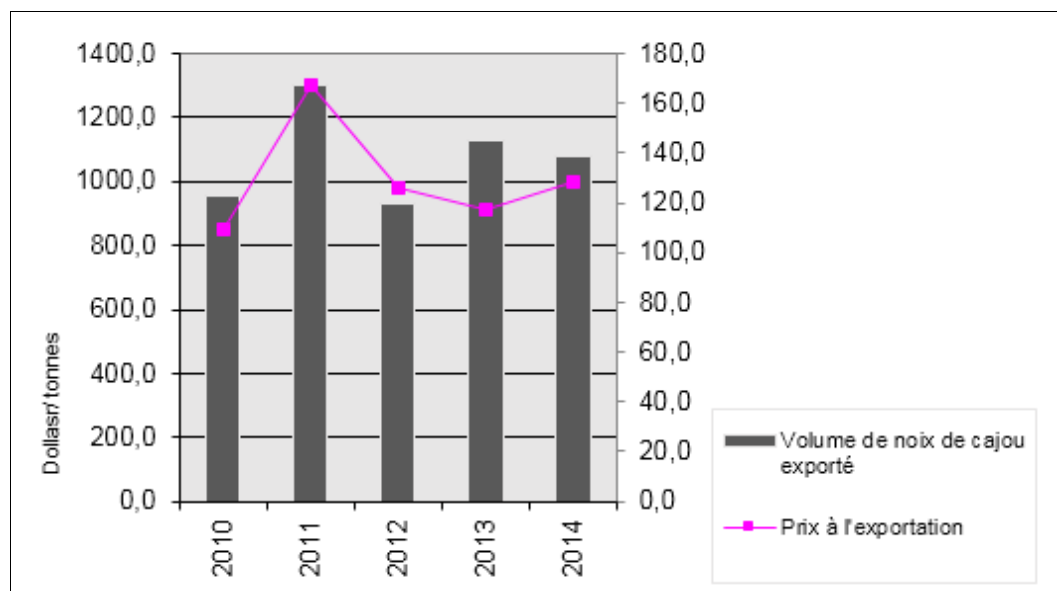
1/ les exportations de noix de cajou sont évaluées par la douane à un prix de référence fixé par l'Etat. Ce prix est différent du prix du marché, ce qui explique notamment les ajustements de valeurs réalisés dans le cadre de l'élaboration de la balance des paiements.

1.1.1.2- Composition des exportations de biens

L'analyse de la structure des exportations par produit montre que celles-ci restent dominées par la noix de cajou tant en volume qu'en valeur. En 2014, selon les statistiques officielles, les exportations de la noix de cajou ont représenté 99,3% de la valeur des exportations totales du pays. Cette situation traduit la forte concentration des exportations du pays, qui s'explique par la faible diversification de la base productive, malgré le potentiel important du pays dans le domaine de la

pêche et des mines. Le graphique présente l'évolution des volumes de noix de cajou exportés et des prix à l'exportation.

Graphique 2 : Volume exporté et prix à l'exportation de noix cajou



Note : l'échelle de gauche correspond au prix à l'exportation en dollar/tonne et l'échelle de droite au volume exporté en tonne

Sources : Douanes, BCEAO

Les autres produits agricoles exportés sont l'arachide, l'huile de palme et les produits halieutiques. Leurs poids respectifs demeurent assez faibles, ne dépassant pas 5,0%, selon les statistiques officielles.

1.1.1.3- Orientation géographique des exportations

Le continent asiatique demeure la principale destination des exportations de la Guinée-Bissau puisque la quasi-totalité de la noix de cajou brute est exportée en Inde. Le continent africain, principalement la zone UEMOA occupe la deuxième place, suivi du continent européen.

Tableau 6 : Orientation géographique des exportations

(En millions de FCFA)

ZONES GEOGRAPHIQUES	2010	2011	2012	2013	2014
EUROPE	2 144,5	1 559,1	317,9	77,0	921,0
UNION EUROPEENNE					
ZONE EURO	2 144,5	1 559,1	149,1	75,7	921,0
France	836,1	619,9	1,3	1,9	0
Allemagne	3,3	0,9	0,0	0,0	0,0
Italie	6,8	4,0	0,0	0,7	0,0
Pays-Bas	194,9	26,1	45,0	29,0	52,9
Belgique	0,0	112,3	0,0	0,0	0,0
Portugal	1 082,2	777,9	95,6	42,0	845,3
Espagne	21,3	18,0	7,2	2,2	22,8
AUTRES PAYS DE L'UE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Royaume-Uni	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
AUTRES PAYS D'EUROPE	0,0	0,0	168,9	1,4	0,0
Suisse	0,0	0,0	0,0	1,4	0,0
Russie	0,0	0,0	168,9	0,0	0,0
Turkie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
AFRIQUE	22 419,6	26 228,2	14 559,9	19 222,9	13 063,5
UEMOA	22 029,8	25 995,2	14 536,4	19 146,0	12 859,5
Bénin	0,0	0,0	0,0	752,0	219,1
Burkina	0,0	0,0	0,0	0,0	4,0
Côte d'Ivoire	0,0	615,2	272,4	2 146,2	0,0
Mali	5 571,4	7 077,0	7 037,8	6 275,7	8 896,2
Niger	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sénégal	16 458,4	18 303,0	3 595,4	3 653,3	3 740,2
Togo	0,0	0,0	3 630,8	6 318,8	0,0
CEDEAO (hors UEMOA)	355,7	207,9	21,0	5,6	204,0
Nigeria	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ghana	0,0	38,1	0,0	0,0	0,0
Cap - Vert	76,2	39,4	17,6	2,1	204,0
Gambie	8,0	1,2	3,4	0,6	0,0
Sierra-leone	0,0	0,0	0,0	3,0	0,0
R. Guinée	271,4	129,3	0,0	0,0	0,0
CEMAC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cameroun	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Gabon	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
AUTRES PAYS D'AFRIQUE	34,2	25,2	2,6	71,3	0,0
Afrique du Sud	3,8	0,0	2,6	9,0	0,0
Maroc	6,0	19,1	0,0	5,0	0,0
Tunisie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Algérie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Libye	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Egypte	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Mauritanie	24,4	6,0	0,0	0,0	0,0
Angola	0,0	0,0	0,0	57,2	0,0
AMERIQUE	107,6	956,0	595,6	53,6	9,6
USA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Canada	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Brésil	85,1	941,5	595,0	53,46	9,59
Antigua	22,6	0,0	0,0	0,0	0,0
Argentine	0,0	0,0	0,6	0,0	0,0
Cuba	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0
Panama	0,0	14,5	0,0	0,0	0,0
ASIE	36 999,0	83 322,5	50 539,7	55 248,9	67 171,6
Chine	568,7	752,4	506,1	1 262,7	2 212,5
Japon	50,0	18,7	0,0	0,0	0,0
Inde	35 841,4	74 526,9	46 049,0	39 634,8	49 266,8
Pakistan	4,9	97,6	148,2	0,0	0,0
Emirats arabes unis	0,0	0,0	137,7	1 656,9	5 764,2
Thaïlande	0,7	0,0	0,0	0,0	0,0
Corée	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Liban	8,5	0,2	0,3	0,3	0,0
Singapour	524,8	7 575,2	3 665,4	7 190,9	6 944,1
Vietnam	0,0	351,6	32,9	5 503,3	2 983,9
Indonésie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres pays	1 031,7	235,0	1 048,8	883,3	889,4
TOTAL	62 702,4	112 300,8	67 062,0	75 485,6	82 055,1

Sources : Douanes, BCEAO

En 2014, les ventes extérieures vers l'Europe se sont relevées, en moyenne annuelle, pour se situer à 921,0 millions contre 77,0 millions en 2013. Rapportées aux exportations totales du pays, ces ventes ont représenté une part moyenne de 1,1% en 2014 contre 0,1% en 2013. Les expéditions de biens vers l'Europe sont principalement constituées de produits de pêche, de noix de cajou traitée (une part est exportée vers le Portugal) et de bois. La forte hausse enregistrée entre 2013 et 2014, a été favorisée par la reprise de la coopération entre l'UE et la Guinée-Bissau, qui a favorisé un accroissement des exportations de noix de cajou traitées au Portugal.

La part des exportations vers le reste du Continent africain, y compris les échanges informels, ont enregistré une baisse, s'établissant à 15,9% en 2014 contre 25,5% en 2013. Elles ont été réalisées essentiellement avec les autres pays membres de l'UEMOA, particulièrement avec le Mali (10,8%), le Sénégal (4,6%). En 2014, les exportations de la Guinée-Bissau vers les autres pays de l'Union se sont repliées, en liaison exclusivement avec le recul des ventes de produits halieutiques au Togo, comme l'indique le tableau 7. Cette situation coïncide avec la reprise des accords de pêche avec l'Union Européenne, suspendus en 2012 et 2013.

Tableau 7 : Evolution des exportations destinées vers les pays de l'UEMOA

(En millions de F CFA)

Pays	2010	2011	2012	2013	2014
Bénin	0,0	0,0	0,0	752,0	219,1
Burkina	0,0	0,0	0,0	0,0	4,0
Côte d'Ivoire	0,0	615,2	272,4	2 146,2	0,0
Mali	5 571,4	7 077,0	7 037,8	6 275,7	8 896,2
Niger	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sénégal	16 458,4	18 303,0	3 595,4	3 653,3	3 740,2
Togo	0,0	0,0	3 630,8	6 318,8	0,0
UEMOA	22 029,8	25 995,2	14 536,4	19 146,0	12 859,5

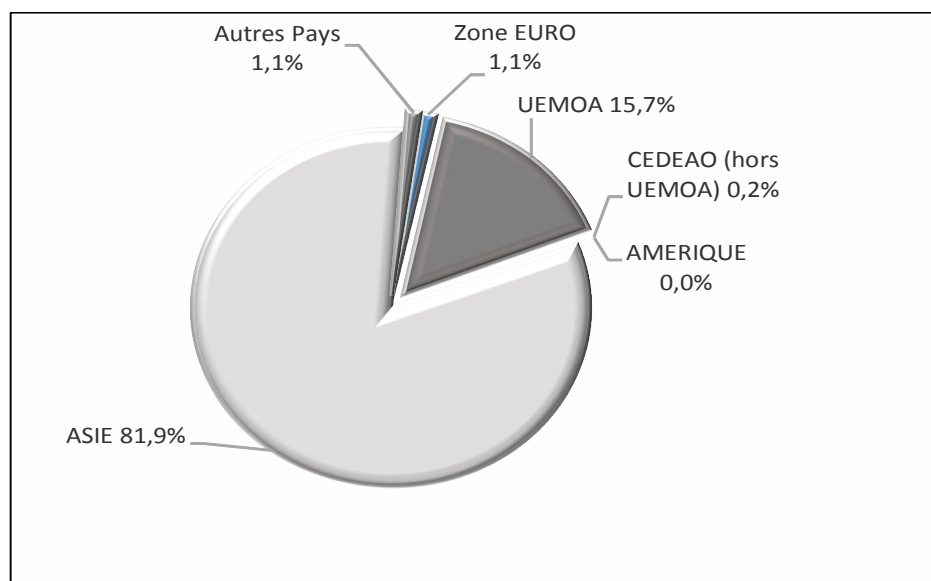
Source : BCEAO

Les exportations vers le continent asiatique ont représenté 81,9% de la valeur des exportations en 2014, constituées essentiellement de la noix de cajou, destinée principalement à l'Inde.

Les exportations vers l'Amérique demeurent plus faibles, représentant moins de 0,1% du total des exportations du pays. Elles sont principalement destinées au Brésil et sont constituées de noix de cajou décortiquées.

Au total, les exportations de la Guinée-Bissau en 2014, ont été principalement destinées à l'Asie (81,9%) et aux autres pays de l'UEMOA (15,7%).

Graphique 3 : Orientation géographique des exportations en 2014



Sources: Douanes, BCEAO

1.1.2- Importations de biens

1.1.2.1- Evolution globale des importations de biens

Sur la base des données de la douane (avec ajustement), la valeur des importations (en FOB) en 2014 a augmenté de 17,2% après un recul de 2,7% 2013. Elle s'établit à 105.883,7 millions contre 90.326,1 millions en 2013. Cette évolution s'explique par la reprise de l'activité en 2014, qui s'est traduite par une hausse des acquisitions au niveau de sous groupes de produits.

Tableau 8 : Evolution des importations de biens par rubriques

(En millions de FCFA)

RUBRIQUES	2010	2011	2012	2013	2014
Marchandises générales (statistiques douanières)	79 758,8	86 686,0	66 187,1	63 065,9	88 057,3
Ajustement	33 434,3	45 112,8	41 712,9	41 964,5	40 442,4
Total Importations CAF	113 193,2	131 798,8	107 900,0	105 030,4	128 499,7
TOTAL IMPORTATIONS DE BIENS (FOB)	97 346,1	113 347,0	92 794,0	90 326,1	105 883,7

Source : BCEAO

1.1.2.2- Composition des importations de biens

La structure des importations en 2014 est composée dans l'ordre, des biens alimentaires (35,8%), des produits énergétiques (18,1%), des biens d'équipements (15,8%), des biens intermédiaires et de matières premières (13,1%), d'autres biens de consommation courante (6,1%) et des autres biens divers (11,1%).

Tableau 9 : Importations de biens*(En millions de FCFA)*

Poste	2010	2011	2012	2013	2014
Produits alimentaires	31 395,3	39 470,2	37 422,8	35 949,3	46 031,1
Autres biens de consommation courante	8 255,8	9 819,3	8 077,5	8 377,8	7 807,6
Produits énergétiques	24 534,9	26 080,6	19 339,1	22 504,4	23 195,3
Matières premières et biens intermédiaires	10 348,8	13 453,5	11 507,3	12 324,4	16 889,3
Biens d'équipement	30 465	33 816	25 260	19 770,4	20 260,8
Produits divers	8 193,3	9 159,1	6 293,1	6 104,0	14 315,7
Total importations de biens CAF	113 193,2	131 798,8	107 900,0	105 030,4	128 499,7
Total importations de biens FOB	97 346,1	113 347,0	92 794,0	90 326,1	105 883,75

Source : BCEAO

Les importations de produits céréaliers, constitués essentiellement du riz et du blé, représentent le premier poste des produits alimentaires. En 2014, la valeur des importations de riz a augmenté de 60,6%, en rapport avec l'amélioration de la demande intérieure, induite notamment par la baisse de la production locale. Sur la base des statistiques douanières, le volume des importations de riz a atteint 74.859 tonnes en 2014 contre 47.457 tonnes en 2013. La valeur des importations de blé enregistre une hausse de 38,4% et les importations de sucre ont augmenté de 2,5%.

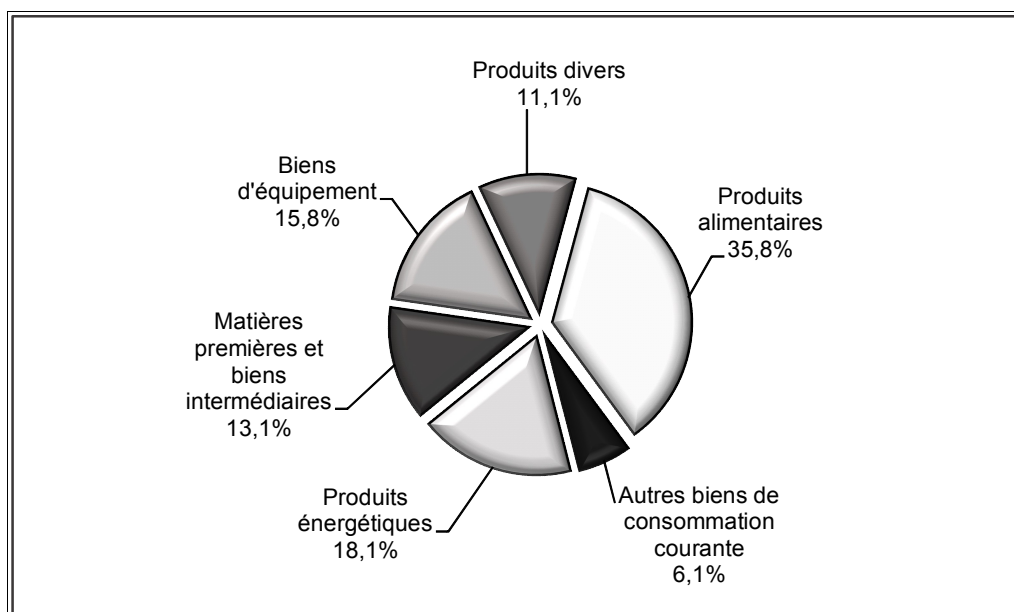
Les achats à l'étranger de produits énergétiques se sont régulièrement inscrits en hausse entre 2000 et 2011, et le rythme de croissance s'est fortement accéléré à partir de 2005. Le Portugal et le Sénégal ont constitué les principaux fournisseurs du pays en produits énergétiques. En 2014, la facture pétrolière a progressé de 3,0%, en rapport avec une amélioration de la demande intérieure, favorisée par la hausse d'activité dans le secteur de commercialisation de noix de cajou qui a induit une demande supplémentaire en carburant pour le transport de la noix de cajou des zones de production au port de Bissau. La forte hausse de la production d'électricité a aussi soutenu les importations de produits énergétiques.

Les acquisitions de biens intermédiaires, composées en grande partie de matériaux de construction ont augmenté de 37,1%, en rapport notamment avec la reprise d'activité dans le secteur des Bâtiments et Travaux publics soutenue par la hausse des investissements publics suite à la reprise de la coopération avec les principaux partenaires financiers du pays.

Le dynamisme des acquisitions de biens d'équipement est lié à l'exécution des programmes de construction d'infrastructures publiques. Ces biens sont importés du Portugal, du Sénégal, d'Espagne, de chine et d'Allemagne. Après un recul en 2012 et en 2013, les importations de biens d'équipement ont progressé de 2,4% en 2014, en rapport avec une hausse des importations de machines et appareils électriques.

Les importations de produits divers ont enregistré une baisse de 3,0% en 2013 après un recul de 31,2% enregistré en 2012. En 2014, une forte hausse a été enregistrée, soutenue par les achats d'autres articles d'ameublement, d'instruments et d'appareils médicaux et de matériels électriques.

Graphique 4 : Composition des importations de biens

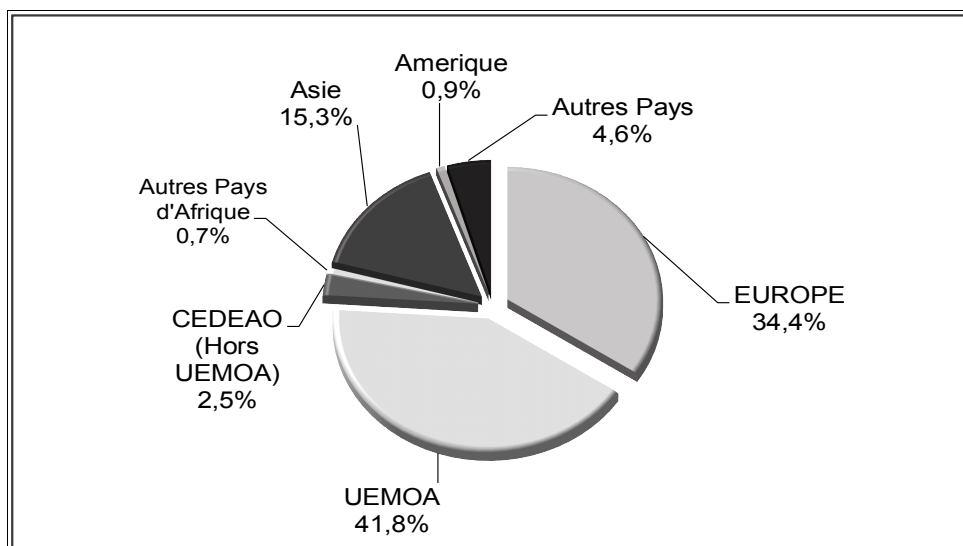


Source : BCEAO

1.1.2.3- Orientation géographique des importations

Le graphique 5 présente la ventilation géographique des importations de marchandises au cours de l'année 2014.

Graphique 5 : Orientation géographique des importations



Source : BCEAO

En 2014, le continent africain est resté au premier rang des fournisseurs de la Guinée-Bissau, soutenu par la vigueur des échanges avec le Sénégal qui est devenu le premier partenaire de la Guinée-Bissau. La part moyenne des importations en provenance de l'Afrique dans les importations totales du pays s'est située à 44,9% en 2014 contre 48,8% en 2013. Les biens acquis sur le continent africain sont dominés par les produits alimentaires et le pétrole raffiné. En 2014, les

importations en provenance des autres pays de l'UEMOA ont connu une hausse de 12,6% après une progression de 22,5%, en rapport avec l'accroissement des importations en provenance du Sénégal.

Tableau 10 : Evolution des Importations en provenance des autres pays de l'UEMOA

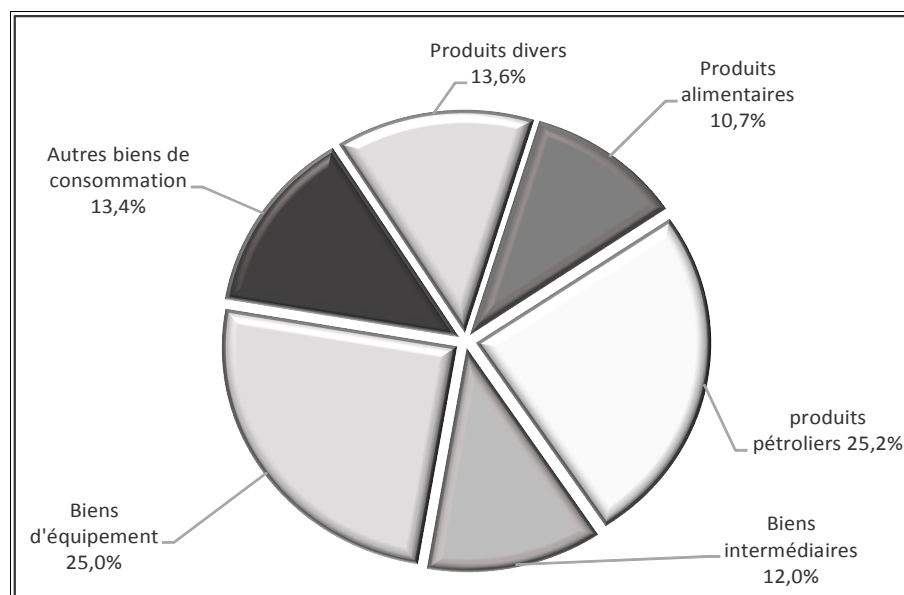
(En millions de F CFA)

Pays	2010	2011	2012	2013	2014
Bénin	1 003,1	1 106,0	316,9	85,4	103,5
Burkina	606,8	185,2	13,3	24,4	0,0
Côte d'Ivoire	1 499,4	557,3	389,5	221,3	443,0
Mali	2 041,6	9 855,3	651,4	372,2	224,5
Niger	275,5	268,3	0,0	0,0	0
Sénégal	32 643,9	30 648,0	37 100,2	46 879,2	52 861,0
Togo	1 870,4	595,5	400,4	56,6	26,4
UEMOA	39 940,7	43 215,6	38 871,7	47 639,1	53 658,4

Source : BCEAO

Les importations en provenance des autres pays de l'UEMOA seraient constituées principalement de produits alimentaires (10,7%), de biens intermédiaires (12,0%), de produits pétroliers (25,2%) et de biens équipements (25,0%). En 2014, les importations de produits alimentaires ont concerné principalement les produits laitiers, le riz et le blé. Les biens intermédiaires importés portent principalement sur les matériaux de construction, notamment le ciment.

Graphique 6 : Structure des importations en provenance des autres pays de l'Union



Source : BCEAO

L'Europe, principalement, la zone Euro est ressortie au second rang des fournisseurs de la Guinée-Bissau. Sa part dans les importations totales s'est relevée à 34,4% en 2014 contre 32,9% en 2013. Les importations du pays en provenance de cette région sont effectuées principalement au Portugal

qui est le second pays fournisseur de la Guinée-Bissau avec une part dans les importations totales du pays estimée à 21,5%. Les importations en provenance de la Zone Euro sont constituées, pour la plupart, de produits pétroliers (Huiles de pétrole, gas-oil, essences, Gaz), de produits alimentaires (blé et boissons essentiellement), et de biens d'équipements (matériaux de transport, machines et appareils mécaniques et électriques).

Les acquisitions de biens en provenance du continent asiatique sont soutenues par les importations de riz en provenance du Pakistan et les achats de biens d'équipements et intermédiaires en provenance du Japon, de la Chine, de l'Inde et des Émirats Arabes Unis. Ces acquisitions ont représenté 15,3% des importations totales en 2014 contre 12,2% en 2013.

Les achats en provenance du continent américain ont représenté 0,9% du total des importations en 2014 contre 1,7% en 2013. Le recul de la part des importations en provenance de ce continent s'explique par la baisse des achats de cigarettes, de viande et de riz en provenance des États-Unis. Le Brésil demeure tout de même le premier partenaire du pays dans le continent américain, avec une part dans les importations totales du pays estimée à 0,8% en 2014 contre 1,0% en 2013.

Tableau 11 : Ventilation géographique des importations de marchandises

(En millions de FCFA)

	2010		2011		2012		2013		2014	
	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%
EUROPE	45 656,0	40,3%	63 118,1	46,5%	46 365,5	43,0%	35 442,3	33,7%	44 185,1	34,4%
U. EUROPÉENNE (ZONE EURO)	44 710,4	39,5%	62 569,0	46,1%	45 796,6	42,4%	34 564,9	32,9%	43 003,5	33,5%
Belgique	378,1	0,3%	724,8	0,5%	230,5	0,2%	139,8	0,1%	8	0,0%
France	9 266,0	8,2%	6 816,1	5,0%	3 548,1	3,3%	701,4	0,7%	1 616	1,3%
Allemagne	1 052,3	0,9%	1 614,6	1,2%	250,2	0,2%	581,5	0,6%	501	0,4%
Italie	880,9	0,8%	1 341,4	1,0%	602,8	0,6%	741,4	0,7%	3 624	2,8%
Pays-Bas	4 507,0	4,0%	4 773,9	3,5%	3 601,1	3,3%	3 668,9	3,5%	4 680	3,6%
Portugal	27 185,1	24,0%	43 431,3	32,0%	35 573,9	33,0%	26 771,8	25,5%	27 570	21,5%
Espagne	1 440,9	1,3%	3 866,9	2,8%	1 990,0	1,8%	1 960,0	1,9%	5 005	3,9%
AUTRES PAYS DE L'UE	401,1	0,4%	94,2	0,1%	57,6	0,1%	52,8	0,1%	0,0	0,0%
Royaume-Uni	401,1	0,4%	94,2	0,1%	57,6	0,1%	52,8	0,1%	0	0,0%
AUTRES PAYS D'EUROPE	544,6	0,5%	454,9	0,3%	511,3	0,5%	824,6	0,8%	1 181,6	0,9%
Suisse	330,0	0,3%	118,9	0,1%	23,1	0,0%	87,4	0,1%	63,76	0,0%
Turkie	214,6	0,2%	306,6	0,2%	488,1	0,5%	737,2	0,7%	1 117,88	0,9%
Russie	0,0	0,0%	29,4	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0	0,0%
AFRIQUE	42 177,3	37,3%	45 509,6	33,5%	41 521,7	38,5%	51 205,0	48,8%	57 671,9	44,9%
UEMOA	39 940,7	35,3%	43 215,6	31,8%	38 871,7	36,0%	47 639,1	45,4%	53 658,4	41,8%
Bénin	1 003,1	0,9%	1 106,0	0,8%	316,9	0,3%	85,4	0,1%	103,5	0,1%
Burkina	606,8	0,5%	185,2	0,1%	13,3	0,0%	24,4	0,0%	0	0,0%
Côte d'Ivoire	1 499,4	1,3%	557,3	0,4%	389,5	0,4%	221,3	0,2%	443	0,3%
Mali	2 041,6	1,8%	9 855,3	7,3%	651,4	0,6%	372,2	0,4%	224,5	0,2%
Niger	275,5	0,2%	268,3	0,2%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0	0,0%
Sénégal	32 643,9	28,8%	30 648,0	22,6%	37 100,2	34,4%	46 879,2	44,6%	52861	41,2%
Togo	1 870,4	1,7%	595,5	0,4%	400,4	0,4%	56,6	0,1%	26,4	0,0%
CEDEAO (hors UEMOA)	1 408,2	1,2%	1 440,7	1,1%	1 431,5	1,3%	2 388,8	2,3%	3 165,8	2,5%
Cap - Vert	233,6	0,2%	251,0	0,2%	234,1	0,2%	388,2	0,4%	961,61	0,7%
Gambie	873,0	0,8%	868,4	0,6%	1 021,4	0,9%	1 404,6	1,3%	2046,53	1,6%
Ghana	0,0	0,0%	0,0	0,0%	31,5	0,0%	11,0	0,0%	46,82	0,0%
R. Guinée	301,6	0,3%	321,3	0,2%	139,6	0,1%	65,1	0,1%	110,84	0,1%
Nigéria	0,0	0,0%	0,0	0,0%	4,9	0,0%	519,9	0,5%	0	0,0%
CEMAC	0,0	0,0%	4,1	0,0%	48,4	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%
Cameroun	0,0	0,0%	0,0	0,0%	48,4	0,0%	0,0	0,0%	0	0,0%
Gabon	0,0	0,0%	4,1	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0	0,0%
AUTRES PAYS D'AFRIQUE	828,4	0,7%	849,1	0,6%	1 170,1	1,1%	1 177,1	1,1%	847,7	0,7%
Algérie	3,0	0,0%	90,6	0,1%	290,5	0,3%	0,0	0,0%	0	0,0%
Angola	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0	0,0%
Libye	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	8,44	0,0%
Mauritanie	13,3	0,0%	50,9	0,0%	57,4	0,1%	32,0	0,0%	17,97	0,0%
Maroc	371,0	0,3%	502,0	0,4%	315,2	0,3%	996,3	0,9%	719,48	0,6%
Afrique du Sud	152,6	0,1%	174,7	0,1%	496,1	0,5%	57,7	0,1%	43,68	0,0%
Tunisie	178,9	0,2%	20,0	0,0%	10,8	0,0%	4,1	0,0%	0	0,0%
Egypte	109,6	0,1%	11,0	0,0%	0,0	0,0%	87,1	0,1%	58,1	0,0%
AMERIQUE	6 790,8	6,0%	4 794,0	3,5%	1 779,0	1,6%	1 803,9	1,7%	1 096,2	0,9%
Antigua	1 041,1	0,9%	303,8	0,2%	0,0	0,0%	15,6	0,0%	14,8	0,0%
Argentina	57,5	0,1%	18,8	0,0%	3,8	0,0%	0,0	0,0%	0	0,0%
Brésil	3 809,6	3,4%	3 457,9	2,5%	1 426,9	1,3%	1 101,0	1,0%	992,02	0,8%
Canada	5,3	0,0%	10,8	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0	0,0%
Cuba	5,1	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0	0,0%
Panama	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	30,32	0,0%
Etats-Unis	1 872,3	1,7%	1 002,7	0,7%	348,2	0,3%	687,3	0,7%	59,03	0,0%
ASIE	15 189,9	13,4%	18 980,0	14,0%	15 066,8	14,0%	12 814,9	12,2%	19 591,6	15,3%
Chine	3 326,9	2,9%	1 781,0	1,3%	1 895,6	1,8%	872,8	0,8%	2264,18	1,8%
Inde	821,2	0,7%	764,0	0,6%	3 698,3	3,4%	3 871,8	3,7%	7133,04	5,6%
Japon	3 598,4	3,2%	3 887,9	2,9%	657,8	0,6%	226,1	0,2%	46,73	0,0%
Corea	0,0	0,0%	29,3	0,0%	17,4	0,0%	32,3	0,0%	0	0,0%
Liban	66,0	0,1%	125,7	0,1%	102,7	0,1%	148,8	0,1%	73,44	0,1%
Malasie	291,1	0,3%	265,4	0,2%	77,9	0,1%	835,8	0,8%	861,64	0,7%
Pakistan	2 288,0	2,0%	1 854,3	1,4%	5 825,6	5,4%	5 197,4	4,9%	6400,14	5,0%
Singapour	690,5	0,6%	540,5	0,4%	235,9	0,2%	410,4	0,4%	896,37	0,7%
Vietnam	2 111,3	1,9%	6 379,5	4,7%	168,7	0,2%	464,5	0,4%	791,68	0,6%
Thaïlande	915,9	0,8%	1 311,5	1,0%	59,7	0,1%	70,2	0,1%	634,88	0,5%
Emirats Arabes Unis	1 080,7	1,0%	2 040,9	1,5%	1 830,2	1,7%	470,4	0,4%	331,14	0,3%
Indonésie	0,0	0,0%	0,0	0,0%	497,0	0,5%	214,4	0,2%	158,33	0,1%
AUTRES PAYS	3 391,7	3,0%	3 365,8	2,5%	3 167,1	2,9%	3 764,2	3,6%	5 905,0	4,6%
TOTAL GENERAL	113 205,7	100,0%	135 767,5	100,0%	107 900,0	100,0%	105 030,4	100,0%	128 449,7	100,0%

Sources : Douanes, BCEAO

1.2- Balance de services

En 2014, le solde déficitaire de la balance des services, s'est établi à 34.395,6 millions contre 24.250,3 millions l'année précédente, affichant ainsi une détérioration, qui résulte d'une accentuation du déficit des soldes des «transports» et des «Voyages» dont l'effet a été atténué par l'amélioration du solde des «Autres services».

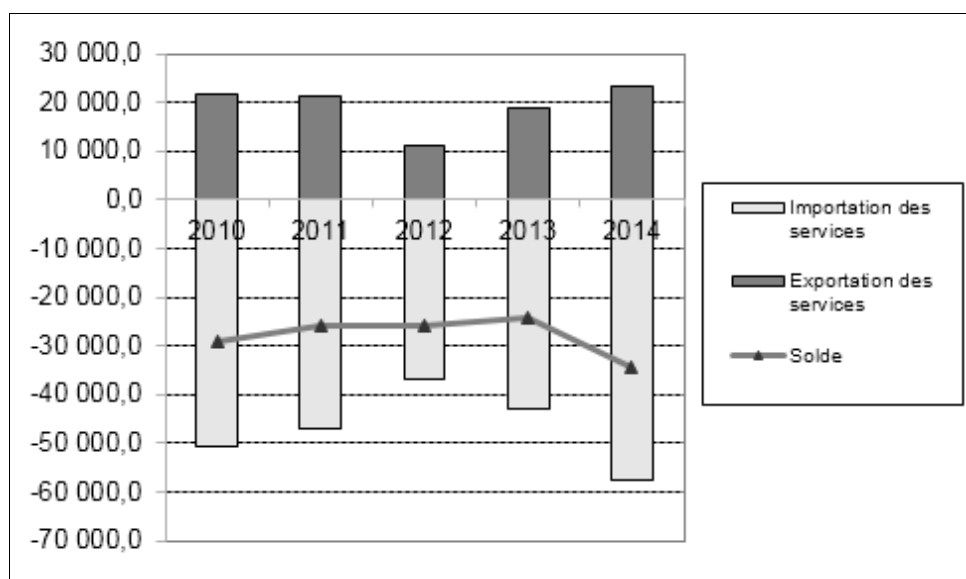
Tableau 12 : Evolution de la balance des services

(En millions de F CFA)

Poste	2010	2011	2012	2013	2014
Transport	-13 685,2	-19 042,0	-17 063,3	-14 902,6	-19 018,6
<i>Dont fret</i>	-13 581,2	-15 754,0	-14 806,9	-12 804,7	-18 686,9
Voyage	-8 006,1	-8 249,0	-6 728,8	-4 833,9	-16 041,4
Autres services	-7 303,0	1 311,8	-2 154,4	-4 513,8	664,4
Total services nets	-28 994,3	-25 979,2	-25 946,5	-24 250,3	-34 395,6

Source : BCEAO

Graphique 7 : Évolution de la balance des services (en millions de FCFA)



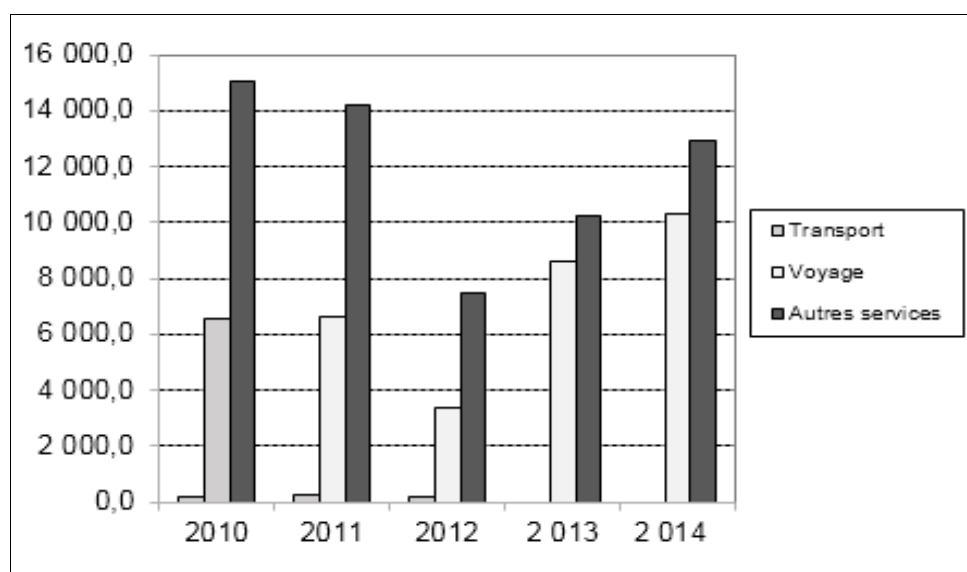
Source : BCEAO

1.2.1- Exportations de services

Les exportations de services ont enregistré une forte hausse à partir de 2008, particulièrement au niveau du poste « voyage », en rapport avec une meilleure prise en compte des recettes touristiques. Les autres services ont aussi enregistré une importante hausse à partir de 2009, en rapport avec la progression des services financiers et de télécommunications, à la faveur du développement enregistré dans le secteur de la téléphonie mobile et l'installation de nouvelles banques en Guinée-Bissau.

En 2014, les exportations des services ont progressé de 23,1% après une forte hausse enregistrée en 2013. Elles ont atteint 23.199,6 millions en 2014 contre 18.842,4 millions en 2013. Le poste « voyage » a enregistré une hausse, se situant à 10.272,1 millions en 2014 contre 8.592,2 millions en 2013, en rapport avec l'accroissement des recettes touristiques, qui traduit un retour progressif à la normale après la baisse de 95,5% observée en 2012. Les expéditions des « autres services » ont également progressé, passant de 10.250,2 millions en 2013 à 12.927,5 millions en 2014, en rapport avec une hausse des recettes enregistrées au titre des exportations de services de télécommunication. Le poste « transport » reste marginal.

Graphique 8 : Structure des exportations de services (en millions de FCFA)



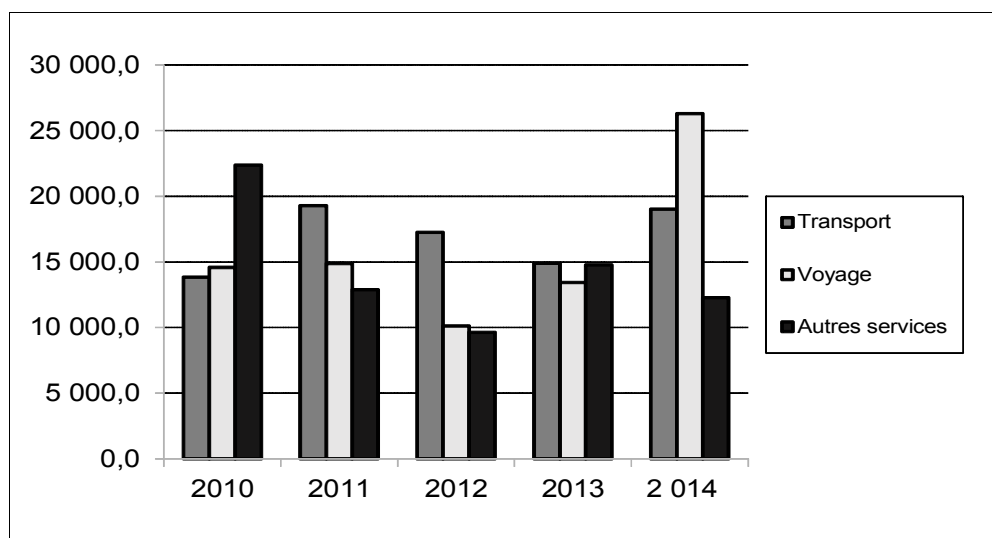
Source : BCEAO

1.2.2- Importations de services

Les importations de services ont enregistré une forte hausse à partir de 2008, particulièrement au niveau du poste « Voyage ». Les autres services ont également enregistré une importante hausse à partir de 2009, en rapport avec la progression des services (services juridiques, services de comptabilité, conseil aux entreprises, services de publicité, études de marchés ...) supportés par les entreprises notamment celles opérant dans les secteurs des télécommunications et financiers.

En 2014, les importations de services se sont situées à 57.595,2 millions contre 43.092,7 millions en 2013. Le poste « Transport » a progressé de 4.116,0 millions, en rapport avec la hausse du Fret, induite par l'accroissement des importations. Le poste « Voyage » s'est accru de 12.887,4 millions se situant à 26.313,5 millions en 2014, soutenu par la prise en compte des dépenses de voyage des travailleurs saisonniers. S'agissant des importations d'autres services, elles ont baissé de 2.000,9 millions après une hausse 5.123,6 millions en 2013, en rapport avec un recul des importations de services de télécommunication et d'informatique.

Graphique 9: Structure des importations de services (en millions de FCFA)



Source : BCEAO

1.3- Compte des revenus primaires

La balance des revenus primaires est constituée de la rémunération des salariés, des revenus des investissements et des autres revenus primaires. Le solde s'est sensiblement amélioré en rapport avec la prise en compte des revenus des travailleurs saisonniers et les ressources reçues au titre des licences de pêche et des accords de pêche signés avec l'Union Européenne. Ainsi, le solde des revenus du travail est ressorti à 8.458,1 millions contre -309,0 millions l'année précédente. Le déficit du solde des revenus des investissements s'est réduit en 2014 pour se situer à 2.529,96 millions contre 3.654,2 millions en 2013, en rapport avec la baisse des versements de bénéfices et dividendes aux investisseurs non résidents notamment par les entreprises exportatrices de noix de cajou et de télécommunication. Le solde des autres revenus primaires affiche un excédent de 12.531,0 millions correspondant aux licences de pêche et à la compensation financière reçue de l'Union européenne au titre des accords de pêche.

Tableau 13 : Revenus primaires

(En millions de FCFA)

Poste	2010	2011	2012	2013	2014
Rémunérations des salariés	861,5	-244,0	-1 810,3	-309,0	8 458,1
Revenus des investissements	-2 005,2	-8 489,6	-15 021,9	-3 654,2	-2 529,96
<i>Dont intérêts sur la dette publique</i>	-500,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres revenus primaires	0,0	0,0	-32,0	0,0	12 531,0
Revenu primaire net	-1 143,7	-8 733,6	-16 864,2	-3 963,2	18 459,1

Source : BCEAO

Encadré 1 : Compensation financière et licences de pêche

La Guinée Bissau a conclu des accords de partenariat avec l'Union Européenne dans le secteur de la pêche. L'actuel accord est entré en vigueur le 16 juin 2007 et tacitement reconduit pour des périodes de 4 ans. Il autorise les navires de l'UE venant principalement d'Espagne, du Portugal, d'Italie, de Grèce et de France à pêcher dans les eaux de la Guinée-Bissau, qui reçoit en contrepartie une compensation financière annuelle de €9,2 millions, dont €3 millions pour appuyer la politique de pêche. Le protocole actuel avec la Guinée-Bissau a été négocié entre les parties et paraphé en février 2012. En raison du coup d'État militaire du 12 avril 2012, l'adoption du protocole a été suspendue. Le 16 octobre 2014, l'ordre constitutionnel ayant été restauré en Guinée-Bissau, l'Union Européenne a adopté la décision relative à la signature et à l'application provisoire du protocole. En outre, les propriétaires de navires étrangers paient des droits de licence pour pêcher dans les eaux de la Guinée-Bissau. Ainsi, le pays a reçu en 2014, 5.708,5 millions au titre de la compensation financière et 4.494,2 millions au titre des licences contre 2.237,2 millions en 2013.

1.4- Compte des revenus secondaires

L'excédent du compte de revenu secondaire a affiché une hausse en 2014, se fixant à 42.884,9 millions contre 17.112,4 millions en 2013.

Tableau 14 : Revenus secondaires

(En millions de FCFA)					
Poste	2010	2011	2012	2013	2014
Administration publique	14 205,0	17 314,0	11 911,0	1 861,7	23 631,6
Autres secteurs	15 536,9	11 815,0	14 134,4	15 250,8	19 253,4
<i>Dont envois de fonds des travailleurs</i>	<i>12 130,5</i>	<i>10 697,0</i>	<i>12 363,0</i>	<i>12 363,0</i>	<i>19 177,6</i>
Revenu secondaire net	29 742,0	29 129,0	26 045,4	17 112,4	42 884,9

Source : BCEAO

Les transferts courants publics nets sont ressortis en 2014 à 23.631,6 millions contre 1.861,7 millions en 2013, en rapport avec la forte hausse des appuis budgétaires. Ces appuis (hors ceux destinés aux élections) proviennent de l'Union Européenne (6.659,6 millions), du Timor Oriental (3.000,0 millions) et de la Banque Mondiale (4.600,0 millions). La restauration en 2014 de la normalité constitutionnelle après deux années de transition a favorisé la mobilisation des aides budgétaires. Le solde des transferts privés³ nets s'est amélioré, en rapport avec une hausse des transferts privés reçus des travailleurs migrants et un recul des transferts émis. En effet, les transferts reçus en 2014 se sont situés à 30.438,6 millions contre 27.553,0 en 2013 millions, soit une

³Une enquête sur les envois de fonds des travailleurs migrants a été réalisée en 2011 et les résultats de cette enquête ont permis une meilleure prise en compte de ces flux, dans le cadre de l'élaboration des statistiques de la balance des paiements. En 2014, les données sur ces flux ont été collectées auprès des banques de la place et de la seule société financière qui réalise ces opérations en Guinée-Bissau (SOFIB). En dehors de ces circuits officiels, les ménages passent également par des canaux informels pour réaliser des transferts ou recevoir des fonds. Ces flux sont pris en compte dans le cadre de l'élaboration de la balance des paiements, en utilisant les résultats issus de l'enquête réalisée en 2011.

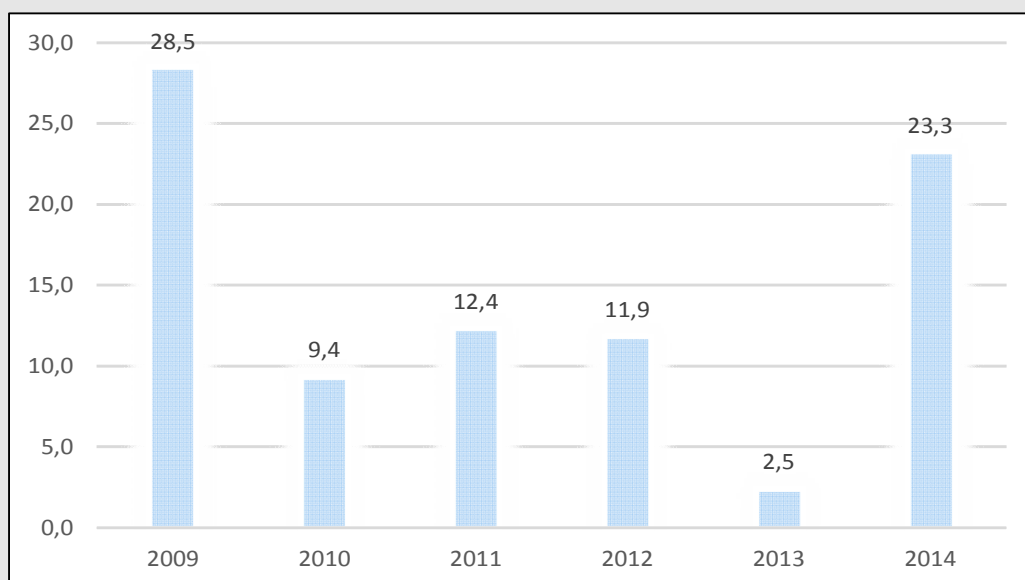
hausse de 10,5 %. S'agissant des transferts émis, ils se sont situés à 11.261,0 millions en 2014 contre 12.797,1 millions en 2013, soit une baisse de 13,6%. Les transferts reçus proviennent principalement des pays européens, particulièrement du Portugal, de la France, de l'Espagne, du Royaume Unis, des autres pays de l'UEMOA, notamment du Sénégal, et du Brésil. Les transferts émis sont destinés principalement au Portugal, au Sénégal et au Brésil.

Encadré 2 : Evolution des appuis budgétaires mobilisés entre 2009-2014

L'évolution des appuis budgétaires reçus par la Guinée-Bissau a été très volatile. En 2009, les appuis budgétaires ont atteint un montant record de 28,5 milliards de FCFA, sous l'impulsion des ressources reçues de la FED (13,7 milliards), avant d'enregistrer une forte baisse en 2010 pour se fixer à 9,4 milliards de FCFA. En 2011, ces ressources se sont situées à 12,4 milliards, en hausse de 31,9% par rapport à 2010. Suite aux événements intervenus le 12 avril 2012 avec la suspension des relations avec l'UE, la BM, le FMI et la BAD, les appuis budgétaires sont inscrits à la baisse. En 2012, la baisse a été relativement faible du fait des appuis exceptionnels reçus des institutions communautaires sous régionales (CEDEAO, UEMOA). En revanche, le recul des appuis budgétaires s'est accentué en 2013 avec 2,5 milliards enregistrés contre 11,9 milliards un an plus tôt. La restauration de la normalité constitutionnelle en 2014 a favorisé la mobilisation des ressources extérieures et les appuis budgétaires ont atteint 23,3 milliards dont 9,0 milliards pour l'organisation des scrutins électorales. Les appuis budgétaires (hors élections) reçus proviennent principalement de la BM (4.600 millions, de l'UE (6.559,6 millions) et de Timor (3.000 millions).

Évolution des appuis budgétaires mobilisés par la Guinée-Bissau

(en milliards de FCFA)



Sources : Ministère des Finances

II- COMPTE DE CAPITAL

2.1- Acquisition ou cession d'actifs non financiers non produits

Ce compte enregistre les transactions relatives aux acquisitions et cessions d'actifs corporels (terre, ressources du sous-sol, etc...) qui sont utiles ou indispensables à la production de biens et services et des actifs incorporels intangibles (brevets, droits d'auteurs, marques commerciales, etc...). A l'instar de l'année précédente, aucune transaction importante n'a été enregistrée sur ce poste en 2014.

2.2- Transferts de capital

L'excédent du solde du compte de capital a enregistré une hausse, s'établissant à 27.395,9 millions de FCFA en 2014 contre 15.822,1 millions de FCFA l'année précédente. Les transferts destinés au financement des projets publics se sont accrus avec la reprise des projets suspendus en 2012. Les financements proviennent notamment du PAM, de l'UNICEF, de la CEDEAO, de la BM, de l'UE pour le financement des projets dans le secteur agricole, dans le secteur de la défense et la sécurité et dans les infrastructures. En effet, le PAM a financé à hauteur de 4.733,7 millions, le projet « santé, nutrition, cantine scolaire et réhabilitation du secteur rural », le PAM et l'UNICEF ont financé à hauteur de 3.188,1 millions le projet « nutrition, eau et assainissement » dans le secteur de la santé, la CEDEAO a financé à hauteur de 3.007,3 millions de FCFA la réhabilitation des camps militaires, l'UNICEF a financé à hauteur de 3.754,3 millions les projets dans les secteurs sociaux notamment le projet « éducation de base et égalité genre », l'UEMOA a procédé à des décaissements à hauteur de 1.201,0 millions pour la construction de son siège social à Bissau et la réalisation des études pour la construction du pont de Farim, la Banque Mondiale a financé à hauteur de 1.500,3 millions des projets de développement et de réhabilitation des infrastructures, et le Fonds Mondial a financé à hauteur de 3.101,8 millions des projets de santé notamment le « projet de lutte contre la malaria ».

Les transferts des autres secteurs ont connu une baisse après les niveaux exceptionnels enregistrés en 2013, soutenus par les transferts reçus par les ONGs intervenant dans les secteurs sociaux et dans l'agriculture.

Tableau 15 : Compte de capital

(En millions de FCFA)					
Poste	2010	2011	2012	2013	2014
Acquisitions/cessions d'actifs non financiers non produits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts de capital	485 427,5	26 958,0	15 863,0	15 822,1	27 395,9
Administration publique	485 427,5	25 700,0	15 900,0	8 816,0	26 100,0
Dont remises de dettes	484 447,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	0,0	1 258,0	-37,0	7 006,1	1 295,9
Solde du compte de capital	485 427,5	26 958,0	15 863,0	15 822,1	27 395,9

Source : BCEAO

III- COMPTE FINANCIER

Le compte financier, selon l'optique BCEAO, englobe les acquisitions nettes d'actifs financiers et les accroissements nets des passifs vis-à-vis des non-résidents. Il est composé des investissements directs, des investissements de portefeuille, des dérivés financiers ainsi que des autres investissements. Le tableau 16, présente l'évolution de ce compte de 2010 à 2014.

Tableau 16 : Compte financier

<i>(En millions de FCFA)</i>					
Poste	2010	2011	2012	2013	2014
Investissements directs	-13 719,8	-11 403,0	-3 458,2	-9 701,9	-12 906,89
Investissements de portefeuille	44,6	-16,1	0,0	0,0	-9 505,61
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	449 768,8	2 715,8	5 146,9	-6 169,7	-17 178,95
Solde du compte du compte financier	436 093,5	-8 703,3	1 688,7	-15 871,6	-39 591,45

Source : BCEAO

3.1- Investissements directs étrangers

Les investissements directs sont constitués de nouvelles prises de participation dans le capital, des bénéfices réinvestis ainsi que des dettes et créances entre entreprises apparentées. Au cours de l'année 2014, les entrées nettes au titre des Investissements directs étrangers, c'est-à-dire, le stock des investissements des privés non-résidents dont les montants représentent individuellement au moins 10% du capital social, se sont accrus de 12.906,9 millions en 2014 contre 9.701,9 millions en 2013.

Les ressources mobilisées au titre des investissements directs étrangers se sont situées à 14.265,2 millions de FCFA dont 1.535,3 millions proviennent des autres pays de l'UEMOA, 4.350,0 de la Guinée-équatoriale et 3.203,5 millions de pays d'Asie. Les principaux secteurs bénéficiaires de ces flux sont le secteur commercial et surtout le secteur hôtelier et les bâtiments. Par instruments, ces flux sont induits principalement par des renforcements des capitaux propres.

Tableau 17 : Ventilation géographique des investissements directs étrangers

(En millions de FCFA)

ZONES GEOGRAPHIQUES (**)	2014
EUROPE	-910,9
UNION EUROPEENNE	-910,9
ZONE EURO	-910,9
Espagne	416,9
France	873,8
Luxembourg	27,0
Portugal	-2 228,6
	11,4
Union Européenne hors Zone euro	8,9
Royaume-Uni	8,9
AFRIQUE	5 885,3
UEMOA	1 535,3
Bénin	0,0
Côte d'Ivoire	-896,2
Mali	40,1
Niger	0,0
Sénégal	1 435,3
Togo	956,1
CEMAC	4 350,0
Guinée équatoriale	4 350,0
Asie	3 203,5
Liban	1 783,5
Inde	1 420,0
Autres	6 078,5
Total	14 265,2

Source : BCEAO

Encadré 3 : dispositif de l'Union en matière de suivi des investissements directs étrangers (IDE)

Dans le cadre du processus d'amélioration de la disponibilité et de la qualité des données des comptes extérieurs, le dispositif d'élaboration de la balance des paiements de l'Union a été renforcé, avec l'administration à compter de 2009, d'un formulaire complémentaire destiné au recueil d'informations sur les fonds propres des entreprises. Ce formulaire, administré conjointement avec le questionnaire de balance des paiements transmis aux entreprises, permet de recueillir des renseignements sur les investissements étrangers, selon l'orientation géographique et sectorielle. Le formulaire de collecte des données sur les IDE a été complété en intégrant à partir de 2011, les opérations d'emprunt, de crédits commerciaux et de dépôts, qui sont classées parmi les investissements étrangers au sens de la balance des paiements.

Ainsi, ce dispositif permet d'approfondir les analyses sur les investissements directs étrangers et de faire ressortir les risques pesant sur les financements extérieurs de nos Etats, en permettant une décomposition des flux par secteur, par instruments de dette et par partenaires. De même, ces données contribuent au renforcement des travaux de la Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA, à travers un élargissement de leur champ de couverture aux corrections d'asymétries sur les flux intracommunautaires au titre des investissements directs étrangers (IDE). Elles permettent également aux pays de l'Union de participer à l'Enquête Coordonnée sur les Investissements Directs (ECID), dont l'adhésion à compter de l'édition 2011 a été autorisée par les Autorités de la Banque Centrale.

3.2- Investissements de portefeuille

Au cours de l'année 2014, les entrées nettes au titre des Investissements de portefeuille se sont situées à 9.506,6 millions correspondant à la variation de la valeur des titres émis par le Trésor Public et acquis par les banques des autres pays des l'UEMOA.

3.3- Dérivés financiers

Aucun montant n'a été enregistré sous cette rubrique.

3.4- Autres investissements

Les autres investissements sont constitués principalement des crédits commerciaux, des numéraires et dépôts, les transactions liées à l'endettement public et les autres comptes à payer et/ou à recevoir. En 2014, le solde net des autres investissements s'est amélioré de 17.178,9 millions, en rapport avec l'encaissement de recettes issues des exportations de la noix de cajou réalisées en 2013 et les décaissements reçus par l'Etat auprès de la BOAD dans le cadre du financement du projet d'appui à la sécurité alimentaire, de la réhabilitation des routes de la capitale et du projet de promotion de la production du riz.

IV- CAPITAUX MONETAIRES

4.1- Avoirs et engagements de la Banque Centrale

Les avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale sont établis à 138.162,1 millions en 2014 contre 70.911,7 millions en 2013, traduisant ainsi une amélioration de 67.250,4 millions. Ainsi, les avoirs extérieurs bruts sont passés de 79.475,7 millions en 2013 à 146.256,9 millions au titre de l'année 2014, indiquant une amélioration de la position créditrice de la Guinée-Bissau en compte des disponibilités extérieures de la Banque Centrale. S'agissant des engagements extérieurs bruts de la Banque Centrale, ils enregistrent une très légère baisse, se fixant à 8.094,8 millions en 2014.

4.2- Avoirs et engagements des autres institutions de dépôts

La position extérieure nette des banques et des autres Institutions Monétaires en 2014 est ressortie créditrice de 33.985,3 millions contre 24.988,3 millions l'année précédente, soit une amélioration de 8.997,0 millions. Cette évolution résulte d'une hausse de 13.258,0 millions des avoirs des banques et de 4.261,0 millions des engagements.

4.3- Avoirs et engagements de la Banque Centrale et des autres institutions de dépôts

Les variations de la position créditrice de la Banque Centrale et de celle des banques de dépôts ont conduit à un solde excédentaire de 76.247,4 millions contre 10.722,0 millions un an auparavant.

Tableau 18 : Correspondance des statistiques monétaires et celles de la balance des paiements

(en millions de FCFA)

Rubriques	2012	2013	2014	Variation
I- AVOIRS ET ENGAGEMENTS DE LA BCEAO				
Avoirs				
- Statistiques monétaires	81 783,3	88 297,4	155 726,8	67 429,4
- Position de réserve	141,7	-86,3	943,9	1 030,2
- DTS détenus	-9 641,0	-9 076,9	-9 693,3	-616,4
- Ajustement	287,2	341,5	-720,5	-1 062,0
Total avoirs -Statistiques de la Balance des Paiements	72 571,2	79 475,7	146 256,9	66 781,2
Engagements				
- Statistiques monétaires	16 793,0	16 215,0	20 209,9	3 994,9
- Allocation de DTS	10 404,1	9 971,1	10 649,6	678,5
- Ajustement	2 089,6	2 320,1	-1 465,5	-3 785,6
Total engagements - statistiques de la Balance des Paiements	8 478,5	8 564,0	8 094,8	-469,2
II- AVOIRS ET ENGAGEMENTS DES BANQUES DE DÉPÔTS				
Avoirs				
- Statistiques monétaires	28 777,0	29 673,0	36 558,0	6 885,0
- Débiteurs divers	181,0	238,0	0,0	-238,0
- Billets externes UMOA	3 279,0	2 271,0	4 700,0	2 429,0
- Ajustements	2 846,0	3 512,0	7 694,0	4 182,0
Total avoirs -Statistiques de la Balance des Paiements	35 083,0	35 694,0	48 952,0	13 258,0
Engagements				
- Statistiques monétaires	9 231,0	6 883,0	11 391,0	-2 348,0
- Ajustements	1 995,7	3 822,7	3 575,7	1 827,0
Total engagements - statistiques de la Balance des Paiements	11 226,7	10 705,7	14 966,7	4 261,0

Source : BCEAO

V- POSITION EXTERIEURE GLOBALE

5.1- Évolution de la position extérieure globale nette

A fin 2014, la position extérieure globale nette s'est établie à -153.570,5 millions contre -187.031,7 millions en 2013, soit une amélioration de 33.461,2 milliards, du fait d'une augmentation des créances sur l'étranger plus importante que celle des engagements extérieurs au cours de la période.

Les créances se sont établies à 226.254,9 millions à fin 2014, en hausse de 78.182,8 millions par rapport à 2013. Cette évolution fait suite à un accroissement de 67.458,6 millions du stock des avoirs de réserve, de 4.949,8 millions des placements au titre des autres investissements et de 4.838,0 millions des placements au titre des investissements de portefeuille avec les achats par les banques locales, de titres publics des autres pays de l'Union..

S'agissant du stock d'engagements, il s'est établi à 379.825,4 millions à fin 2014, en hausse de 44.721,5 millions par rapport à l'année précédente, suite à une augmentation de 21.693,7 millions du stock des autres investissements, de 13.522,2 millions du stock des investissements directs dans le pays et de 9.505,6 millions du stock d'engagements au investissements de portefeuille.

Tableau 19 : Variation de la position extérieure globale

(En millions de FCFA)

Poste	Début de période	Autres flux	Fin de période
Stock d'actifs financiers	148 072,16	948,40	226 254,91
Investissements directs	19 567,28	0,00	20 503,67
Investissements de portefeuille	16 465,00	0,00	21 303,00
Dérivés financiers	0,00	0,00	0,00
Autres investissements	23 742,48	271,00	28 692,24
Avoirs de réserves	88 297,40	677,40	155 756,00
Stocks de passifs financiers	335 103,88	4 464,20	379 825,41
Investissements directs	91 893,92	0,00	105 416,13
Investissements de portefeuille	2 189,73	0,00	11 695,34
Dérivés financiers	0,00	0,00	0,00
Autres investissements	241 020,23	4 464,20	262 713,94
Position extérieure globale nette (A) - (B)	-187 031,72	-3 515,80	-153 570,50

Source : BCEAO

5.2- Ventilation sectorielle de la position extérieure globale

Le stock d'actifs est détenu essentiellement par la Banque Centrale à travers les avoirs de réserves qui représentent 68,8% du total des actifs financiers. Les autres institutions de dépôts détiennent 22,7% du stock des avoirs financiers contre 8,5% pour les autres sociétés dont les avoirs sont constitués principalement de dépôts et des crédits commerciaux consentis à leur clientèle.

Le stock des engagements financiers concerne principalement l'Administration Publique, les sociétés non financières et les Autres institutions de dépôts. Il concerne principalement la dette publique et les investissements directs étrangers. Le stock des IDE a progressé en 2014 pour atteindre 105.416,1 millions de FCFA. Les principaux secteurs bénéficiaires sont les télécommunications, le secteur bancaire, le secteur commercial et le secteur des BTP.

Tableau 20 : Ventilation sectorielle de la position extérieure globale (fin de période)

(En millions de FCFA)

Poste	Banque centrale	Autres institutions de dépôts	Administration publique	Sous total	Autres secteurs		Total
					Autres Sté. Financières	Sté. Non Financières	
Stock d'actifs financiers	155 756,0	51 281,0	0,0	207 037,0	389,0	18 828,9	226 254,91
Investissements directs	0,0	10 187,0	0,0	10 187,0	0,0	10 316,7	20 503,67
Investissements de portefeuille	0,0	21 303,0	0,0	21 303,0	0,0	0,0	21 303,00
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	0,0	19 791,0	0,0	19 791,0	389,0	8 512,2	28 692,24
Avoirs de réserves	155 756,0	0,0	0,0	155 756,0	0,0	0,0	155 756,0
Or monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de tirage spéciaux	9 693,3	0,0	0,0	9 693,3	0,0	0,0	9 693,3
Position de réserve au FMI	943,9	0,0	0,0	943,9	0,0	0,0	943,9
Autres avoirs de réserve	145 118,8	0,0	0,0	145 118,8	0,0	0,0	145 118,8
							0,0
Stocks de passifs financiers	20 209,9	26 770,1	216 132,4	263 112,4	0,0	116 713,0	379 825,41
Investissements directs	0,0	21 736,80	0,0	21 736,8	0,0	83 679,33	105 416,13
Investissements de portefeuille	0,0	0,0	11 695,3	11 695,3	0,0	0,0	11 695,34
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	20 209,9	5 033,3	204 437,1	229 680,3	0,0	33 033,7	262 713,94
Position extérieure globale nette	135 546,1	24 511,0	-216 132,4	-56 075,4	389,0	-97 884,1	-153 570,5

Source : BCEAO

5.3- Structure géographique de la position extérieure globale

L'analyse de la structure géographique de la position extérieure globale nette du pays à fin 2014, fait ressortir une situation débitrice avec la Zone euro et les autres pays de l'Union alors qu'un excédent relativement faible est enregistré avec les pays des autres régions du monde.

Au niveau du stock d'actifs financiers, 61,3% est détenu sur les pays autres que ceux de l'UEMOA et de la zone Euro et 37,9% sur les autres pays de l'UEMOA. Les avoirs de réserve demeure la principale composante (68,8%) dont la majeure partie (87,3%) est détenue sur les autres pays autres

ceux de l'UEMOA et de la zone Euro. La majeure partie des investissements directs (82,7% du stock) est réalisée dans les autres pays de l'UEMOA et dans les pays de la zone Euro dans une moindre mesure (9,3% du stock). La totalité des investissements de portefeuille portent sur les titres publics émis par les autres pays de l'UEMOA et acquis par les banques locales. Les autres investissements sont détenus principalement par les autres institutions de dépôts (19.791,0 millions) et les sociétés non financières (8.512,2 millions) essentiellement sur les opérateurs résidents dans les autres pays de l'UEMOA (96,3%).

S'agissant du stock de passifs financiers, 35,7% est détenu par les opérateurs résidents dans les pays autres ceux de l'UEMOA et de la zone Euro, 35,1% par ceux résidents dans les autres pays de l'UEMOA, 29,2% par ceux de la zone Euro. Le stock d'IDE se situe à 105.416,1 millions dont 38,5% est détenu par les opérateurs résidents dans les autres pays de l'Union, 38,5% par ceux de la zone Euro et 23,0% par ceux des autres pays. Le stock d'investissement de portefeuille se situe à 11.695,3 millions, détenu par les banques des autres pays de l'UEMOA. Le stock des autres investissements est détenu à hauteur de 42,4% par les opérateurs des pays autres que ceux de l'UEMOA et de la zone Euro, 30,1% par les opérateurs des autres pays de l'UEMOA et 29,2% par ceux de la zone Euro.

Tableau 21 : Répartition géographique de la position extérieure globale

(En millions de FCFA)			
Poste	Début de période	Autres flux	Fin de période
Stock d'actifs financiers (A)	148 072,2	948,4	226 254,9
EURO	2 000,0	0,0	1 903,0
UEMOA	52 071,56	271,0	85 671,21
AUTRES	94 000,60	677,40	138 680,7
Stocks de passifs financiers (B)	335 103,9	4 464,2	379 825,4
EURO	85 924	0	111 073,0
UEMOA	131 580,13	0,0	133 176,3
AUTRES	117 599,75	4 464,20	135 576,2
Position extérieure globale nette (A) - (B)	-187 031,7	-3 515,8	-153 570,5

Source : BCEAO

CONCLUSION

L'évolution des transactions extérieures est ressortie plus favorable en 2014. Les échanges extérieurs du pays se sont soldés par un excédent record de 76.247,4 millions contre 10.881.9 millions en 2013. Cette évolution est liée principalement à des facteurs exogènes, notamment la hausse des prix à l'exportation de la noix de cajou, l'appréciation du dollar par rapport à l'euro et la hausse des transferts publics et privés. En revanche, le volume de noix de cajou exporté est ressorti en légère baisse. Ces évolutions illustrent la vulnérabilité de l'économie face aux chocs externes avec une forte dépendance vis-à-vis de la filière cajou et des transferts extérieurs.

L'analyse de la structure géographique de la position extérieure globale nette du pays à fin 2014, fait ressortir une situation débitrice avec la Zone euro et les autres pays de l'Union alors qu'un excédent relativement faible est enregistré avec les pays des autres régions du monde. Cette situation provient du fait que la majeure partie du stock d'actif (61,3%) est détenu sur ces pays alors que les opérateurs de ces pays ne détiennent que 35,7% du stock des engagements du pays.

L'essentiel des engagements du pays est constitué d'investissement direct étrangers et des dettes publiques à long terme, en monnaie locale ou en Euro (64,3% du stock d'engagement). Cette structure contribue à limiter les risques. Toutefois, la diversification de la base productive et des exportations reste une nécessité. Au niveau de la filière cajou, les mesures prises par l'Etat ont favorisé la domiciliation et le rapatriement des recettes d'exportations. Ces actions devraient être poursuivies et étendues aux autres produits, tels que le bois et les produits halieutiques dont les exportations passent très souvent par des circuits non officiels. Les capitaux privés mobilisés demeurent encore faibles puisque les investissements directs étrangers se situent à 19,5% du pays. Dans ce cadre, l'accélération des réformes prévues dans le cadre de l'amélioration du climat des affaires reste une priorité. En outre, la contribution du secteur minier est toujours marginale malgré les potentiels importants notamment, en termes d'exploitation et de production de bauxite. Dans ce cadre, les réformes prévues dans ce secteur devraient également être mises en œuvre.

ANNEXES

Table des annexes

ANNEXE 1 : Principales modifications apportées au dispositif d'élaboration de la balance des paiements et de la position extérieure globale	38
ANNEXE 2 : Passage des statistiques douanières aux données enregistrées à la balance des paiements.....	43
ANNEXE 3 : Balance des paiements en termes de transactions (présentation résumée).....	44
ANNEXE 4 : Balance des paiements en termes de transactions (optique BCEAO).....	45
ANNEXE 5 : Evolution récente de la balance des paiements en termes de transactions.....	46
ANNEXE 6 : Balance des paiements optique FMI (en millions de FCFA).....	47
ANNEXE 7 : Position extérieure globale (en millions de FCFA).....	65

ANNEXE 1 : Principales modifications apportées au dispositif d'élaboration de la balance des paiements et de la position extérieure globale

Avec l'entrée en vigueur de la sixième édition du Manuel d'élaboration de la balance des paiements et de la position extérieure globale (MBP6), publié en 2008 par le FMI, le dispositif d'élaboration de la balance des paiements des pays de l'UMOA a été révisé en vue de prendre en compte les changements introduits par le nouveau manuel et d'opérer des modifications visant l'amélioration de la qualité des données et de leur analyse.

Le nouveau Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale (MBP6) prend en compte les questions qui ont fait leur apparition ou ont pris de l'importance dans le domaine des transactions et positions internationales. Il procède également au retraitement et à la reclassification de certaines opérations, ainsi qu'au renforcement de l'harmonisation avec le Système de Comptabilité Nationale (SCN), révisé la même année (2008), et les autres documents méthodologiques de référence parus après le MBP5.

A- La balance des paiements

La balance des paiements selon l'optique du MBP6 a subi quelques modifications dans sa structure. Les principales composantes de la BDP sont :

Présentation synthétique des composantes de la balance des paiements

Compte des transactions courantes

Biens et services

Biens

Services

Compte du revenu primaire (*anciennement compte « revenu »*)

Compte du revenu secondaire (*anciennement « transferts courants »*)

Compte de capital

Acquisition et cession d'actifs non produits

Transferts en capital

Compte financier (*anciennement compte d'opérations financières*)

Investissements directs

Investissements de portefeuille

Produits financiers dérivés (*traité comme sous-rubrique des investissements de portefeuille dans le MBP5*)

Autres investissements

Avoirs de réserve

A1- Compte des biens et services

Les principaux changements apportés au compte des biens et services se présentent comme suit :

- Le reclassement des biens achetés dans les ports et les aéroports dans les marchandises générales plutôt que comme un poste séparé ;
- Les biens achetés à l'étranger par les voyageurs pour leur consommation personnelle ou à des fins de cadeaux dépassant les seuils douaniers sont désormais inclus dans les marchandises générales au lieu du service voyage ;
- Le négoce international n'est plus traité comme un service, mais classé dans les exportations de biens, ce qui correspond à un retour au principe de la quatrième édition ;
- En cas de changement de résidence, les transferts des effets personnels des migrants ne sont ni inclus dans les biens, ni dans d'autres postes des comptes internationaux, puisqu'ils ne font pas l'objet de changement de propriété ;
- Les réparations et maintenance sur les marchandises mobiles sont retracées dans les services au lieu des biens. Le MBP5 les classait dans les biens, compte tenu de l'importance du matériel par rapport à la prestation de service proprement dite dans la facturation globale de la transaction ;
- Les services de transformation de biens physiques appartenant à d'autres territoires économiques sont retracés comme des services dans tous les cas, alors qu'ils pouvaient être considérés dans certains cas comme un changement de propriété du manufacturier selon le MBP5 ;
- La rubrique « services de télécommunications, d'informatique et d'information » regroupe celles des « services de communication » et « services d'informatique et d'information » du MBP5. Les « services postaux et de messagerie » sont désormais inclus dans les « transports », alors qu'ils étaient classés dans la rubrique des « services de communication »¹⁴ selon le MBP5 ;
- Les dépenses des entreprises de construction non-résidentes en biens et services locaux sont incluses dans les Services de bâtiment et travaux publics, alors qu'elles sont classées dans les « Autres services aux entreprises » dans le MBP5. En outre, le MBP6 prévoit l'enregistrement des achats de biens et services à une troisième économie par les entreprises de construction, en chantier hors de leur pays de résidence, dans la balance des paiements de leur économie d'origine.

A2) Compte de revenu primaire

Le concept de « compte de revenu » dans le MBP5 est remplacé par celui de « compte de revenu primaire » dans le MBP6, pour assurer la cohérence avec le SCN 2008. Le « compte de revenu primaire » présente des composantes plus détaillées dans le nouveau Manuel, en distinguant les compensations des employés, les revenus des investissements et les autres revenus primaires, dont les taxes sur la production. Les principaux changements concernent :

- La prise en compte explicite des loyers et des taxes sur les produits et la production ;
- La clarification de la relation employeur-salarié, de manière à faire apparaître une distinction entre rémunération des salariés et paiement de services ;
- L'ajustement des intérêts, de manière à faire apparaître l'intérêt "pur", c'est-à-dire après déduction de la composante SIFIM16, qui est incluse dans les services financiers ;
- Le revenu des avoirs de réserve est classé séparément, alors qu'il était inclus dans les revenus des autres investissements dans le MBP5. S'il n'est pas disponible à des fins de publication, le revenu des avoirs de réserve peut être inclus au poste « Autres investissements/intérêts » ;
- L'imputation des commissions sur les prêts de titres et d'or est clarifiée et les commissions assimilées à des intérêts si elles reviennent au propriétaire qui prête ces actifs, avec écriture de contrepartie dans les autres comptes à recevoir/à payer. Le MBP5 ne traite pas explicitement de ces commissions. Toutefois, comme dans le MBP5, les commissions à verser aux dépositaires, etc., pour les services administratifs associés aux prêts sont enregistrées dans les services financiers.

A3) Compte de revenu secondaire

Le concept de « transferts courants » dans le MBP5 est remplacé par celui de « compte de revenu secondaire » dans le nouveau Manuel, en vue d'assurer la cohérence avec le SCN 2008. Dans le compte de revenu secondaire, l'expression « transferts personnels » remplace « envois de fonds des travailleurs ». En outre, il a été opéré une classification plus détaillée des types de transferts courants, à savoir « les transferts du Gouvernement général », « les transferts personnels » et « les autres transferts courants ».

A4) Compte de capital

Dans le nouveau Manuel du FMI, l'accent n'est plus mis sur la présentation conjointe du compte de capital et d'opérations financières. Les changements majeurs concernent les points ci-après :

- Dans le MBP6, les résultats de la recherche et développement (R&D), comme les brevets et les droits d'auteur, ne sont plus considérés comme des actifs non produits. Les achats et ventes directs de ces produits ne sont plus imputés au compte de capital, comme dans le MBP5, mais sont classés parmi les actifs produits, avec enregistrement des transactions dans les services (services de R&D pour brevets et droits d'auteur) ;
- Les avoirs des personnes changeant de résidence sont supprimés des transferts en capital pour être classés dans la PEG, au titre des « autres changements de volume » ;
- Les transferts liés aux héritages, successions et aux grands cadeaux sont traités comme des transferts en capital, pour assurer l'harmonisation avec le Système de Comptabilité Nationale;
- Les indemnités d'assurance dans les transferts de capital sont prises en compte dans les cas exceptionnels de pertes dues à des catastrophes, pour assurer la cohérence avec le SCN.

A5) Compte financier

Les opérations financières sont enregistrées en termes de variations nettes d'actifs et de passifs financiers, en lieu et place de l'imputation crédit et débit. La ventilation fonctionnelle est maintenue, mais est plus détaillée pour inclure notamment une rubrique séparée pour le suivi des dérivés financiers. Par ailleurs, la définition des instruments de dette a été harmonisée avec celle du manuel des statistiques de la dette extérieure.

B- La Position extérieure globale (PEG)

La position extérieure globale (PEG) est définie comme étant un état statistique qui décrit, à un moment donné, la valeur des actifs et des passifs financiers des résidents d'une économie vis-à-vis des non-résidents. Le nouveau Manuel reflète un intérêt accru pour l'analyse du compte de patrimoine comme outil permettant de comprendre l'évolution de l'économie internationale au plan de la vulnérabilité et de la viabilité. A cet égard, le MBP6 présente des recommandations beaucoup plus détaillées sur la PEG et accorde davantage d'attention sur les réévaluations et autres changements de volume, enregistrés dans le compte des « Autres flux », et à leur incidence sur les stocks d'avoirs et engagements.

Les autres variations de volume concernent notamment les rapatriements de fonds consécutifs aux changements de résidence, les accumulations d'arriérés de paiement extérieurs (cette décision étant

unilatérale), les cessions de devises à la banque centrale par des résidents (qui constituent une transaction entre résidents), etc. S'agissant des réévaluations, elles correspondent aux gains et pertes liées aux détentions d'actifs et de passifs à la suite principalement des variations de prix et de taux de change.

Dans le nouveau Manuel du FMI, les composantes de la PEG sont en ligne avec celles du compte financier pour assurer l'analyse de l'interdépendance entre les stocks et les flux selon les différentes rubriques.

ANNEXE 2 : Passage des statistiques douanières aux données enregistrées à la balance des paiements

Des ajustements de valeurs, de champ couvert et de chronologie sont faits sur les statistiques douanières pour le passage aux statistiques enregistrées en balance des paiements.

Ainsi, pour chaque produit, le prix de marché est obtenu à partir d'une moyenne pondérée des prix déclarés par les opérateurs. L'écart entre le prix de marché et le prix déduit des statistiques douanières, appliqué aux quantités déclarées par la douane pour chaque produit concerné permet d'obtenir le montant de l'ajustement à effectuer sur les valeurs douanières. Ces ajustements sont indiqués sous la rubrique « ajustements de valeurs ».

La rubrique « ajustement de champ couvert » permet de prendre en compte les distorsions dues à la présence de non-résidents sur le territoire et à celle de résidents à l'étranger (ex : déduction des importations des Ambassades). On procède également sous cette rubrique « ajustement de champ couvert » à la prise en compte du commerce non contrôlé.

Les ajustements de chronologie sont fondés sur le fait que les statistiques douanières recensent les déclarations en douane de l'année tandis que la balance des paiements retient les transactions effectivement comptabilisées par les entreprises au cours de l'année, la date de chaque opération étant celle du transfert de propriété des marchandises entre l'exportateur et l'importateur. L'ajustement de chronologie permet en pratique de corriger l'incidence de l'écart en volume découlant de décalages des dates d'enregistrement de certaines transactions respectivement par les services douaniers et les opérateurs. L'écart entre les quantités déclarées par l'opérateur, les quantités déduites des statistiques douanières, appliqué aux prix déclarés par la douane pour chaque produit concerné permet d'obtenir le montant de l'ajustement de chronologie à effectuer sur les valeurs douanières.

Après ajustement des données du Commerce Général, les coûts de l'assurance et du fret inclus dans les importations CAF sont déduits afin d'obtenir des valeurs FOB. Les charges d'assurance et de fret qui relèvent de la balance des services sont évaluées en utilisant les taux de fret et d'assurance qui se situent autour de 15,5% et 2,5% respectivement. Ces taux ont été actualisés en 2013. Quant aux exportations, elles sont établies directement sur une base FOB par les services douaniers.

ANNEXE 3 : Balance des paiements en termes de transactions (présentation résumée)
(En millions de FCFA)

	Poste	Crédit	Débit	Solde
1	Compte des transactions courantes	190 977,21	187 857,31	3 119,90
1.A	Biens et services	105 254,75	163 478,92	-58 224,17
1.A.a	Biens	82 055,14	105 883,75	-23 828,61
1.A.a.1	Marchandises générales	81 165,70	105 748,44	-24 582,74
1.A.a.1.1	<i>Dont : Réexportations</i>	0,00	0,00	0,00
1.A.a.2	Exportations nettes dans le cadre du négoce	889,44	125,31	764,13
1.A.a.3	Or non monétaire	0,00	10,00	-10,00
1.A.b	Services	23 199,61	57 595,17	-34 395,56
1.A.b.3	Transport	0,00	19 018,64	-19 018,64
1.A.b.3.0.2	<i>Dont : Fret</i>	0,00	18 686,85	-18 686,85
1.A.b.4	Voyage	10 272,10	26 313,46	-16 041,36
1.A.b.0	Autres services	12 927,51	12 263,07	664,44
1.B	Revenus primaires	31 114,80	12 655,66	18 459,14
1.B.1	Revenus des salariés	15 255,07	6 796,97	8 458,10
1.B.2	Revenus des investissements	3 328,73	5 858,69	-2 529,96
1.B.3	Autres revenus primaires	12 531,00	0,00	12 531,00
1.C	Revenus secondaires	54 607,66	11 722,73	42 884,93
1.C.1	Administrations publiques	23 631,55	0,00	23 631,55
1.C.1.4	<i>Aides budgétaires</i>	331,55	0,00	331,55
1.C.2	Autres secteurs	30 976,11	11 722,73	19 253,38
1.C.2.1.1	<i>Dont : Envois de fonds des travailleurs</i>	30 438,60	11 261,00	19 177,60
2	Compte de capital	27 395,92	0,00	27 395,92
2.1	Acquisitions/cessions d'actifs non fin. non prod.	0,00	0,00	0,00
2.2	Transfert en capital	27 395,92	0,00	27 395,92
2.2.1	Administrations publiques	26 100,00	0,00	26 100,00
	<i>Remises de dettes</i>	0,00	0,00	0,00
2.2.2	Autres secteurs	1 295,92	0,00	1 295,92
3	Compte financier	77 656,29	41 000,34	36 655,95
3.1	Investissements directs	1 358,33	14 265,22	-12 906,89
3.2	Investissements de portefeuille	4 838,00	9 505,61	-4 667,61
3.3	Dérivés financiers	0,00	0,00	0,00
3.4	Autres investissements	4 678,76	17 229,51	-12 550,75
3.5	Avoirs de réserves	66 781,20	0,00	66 781,20
6	Erreurs et omissions nettes	-140 716,84	-146 856,97	6 140,13

Source : BCEAO

ANNEXE 4 : Balance des paiements en termes de transactions (optique BCEAO)

(En millions de FCFA)

	Poste	Crédit	Débit	Solde
1	Compte des transactions courantes	190 977,21	187 857,31	3 119,9
1.A	Biens et services	105 254,75	163 478,92	-58 224,2
1.A.a	Biens	82 055,14	105 883,75	-23 828,61
1.A.a.1	Marchandises générales	81 165,70	105 748,44	-24 582,74
1.A.a.1.1	<i>Dont : Réexportations</i>	0,00	0,00	0,0
1.A.a.2	Exportations nettes dans le cadre du négoce	889,44	125,31	764,13
1.A.a.3	Or non monétaire	0,00	10,00	-10,0
1.A.b	Services	23 199,61	57 595,17	-34 395,6
1.A.b.3	Transport	0,00	19 018,64	-19 018,6
1.A.b.3.0.2	<i>Dont : Fret</i>	0,00	18 686,85	-18 686,9
1.A.b.4	Voyage	10 272,10	26 313,46	-16 041,4
1.A.b.0	Autres services	12 927,51	12 263,07	664,4
1.B	Revenus primaires	31 114,80	12 655,66	18 459,1
1.B.1	Revenus des salariés	15 255,07	6 796,97	8 458,1
1.B.2	Revenus des investissements	3 328,73	5 858,69	-2 529,96
1.B.3	Autres revenus primaires	12 531,00	0,00	12 531,0
1.C	Revenus secondaires	54 607,66	11 722,73	42 884,9
1.C.1	Administrations publiques	23 631,55	0,00	23 631,6
1.C.1.4	<i>Aides budgétaires</i>	331,55	0,00	331,6
1.C.2	Autres secteurs	30 976,11	11 722,73	19 253,4
1.C.2.1.1	<i>Dont : Envois de fonds des travailleurs</i>	30 438,60	11 261,00	19 177,6
2	Compte de capital	27 395,92	0,00	27 395,9
2.1	Acquisitions/cessions d'actifs non fin. non prod.	0,00	0,00	0,0
2.2	Transfert en capital	27 395,92	0,00	27 395,9
2.2.1	Administrations publiques	26 100,00	0,00	26 100,0
	<i>Remises de dettes</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,0</i>
2.2.2	Autres secteurs	1 295,92	0,00	1 295,9
3	Compte financier	-2 382,91	37 208,54	-39 591,45
3.1	Investissements directs	1 358,33	14 265,22	-12 906,89
3.2	Investissements de portefeuille	0,00	9 505,61	-9 505,61
3.3	Dérivés financiers	0,00	0,00	0,0
3.4	Autres investissements	-3 741,24	13 437,71	-17 178,95
3.4.0.3	Administration publique	0,00	24 134,00	-24 134,0
3.4.0.4	Autres secteurs	-3 741,24	-62,29	-3 679,0
			0,00	
6	Erreurs et omissions nettes	-140 716,84	-146 856,97	6 140,13
7	Solde global	80 039,20	3 791,80	76 247,4
	Réévaluation	-677,40	-4 464,20	3 786,8
8	Avoirs et engagements extérieurs	-79 361,80	672,40	-80 034,2

Source : BCEAO

ANNEXE 5 : Evolution récente de la balance des paiements en termes de transactions

(En millions de FCFA)

Poste	2010	2011	2012	2013	2014
Compte des transactions courantes	-35 039,78	-6 630,05	-42 497,28	-25 941,46	3 119,90
Biens et services	-63 638,02	-27 025,45	-51 678,48	-39 090,71	-58 224,17
Biens	-34 643,68	-1 046,22	-25 731,98	-14 840,40	-23 828,61
Marchandises générales	-34 643,68	-1 046,22	-25 731,98	-14 843,00	-24 582,74
<i>Dont : Réexportations</i>	3 127,20	1 838,00	446,00	127,00	0,00
Exportations nettes dans le cadre du négoce	0,00	0,00	0,00	2,60	764,13
Or non monétaire	0,00	0,00	0,00	0,00	-10,00
Services	-28 994,34	-25 979,23	-25 946,50	-24 250,31	-34 395,56
Transport	-13 685,17	-19 042,00	-17 063,30	-14 902,63	-19 018,64
<i>Dont : Fret</i>	-13 581,20	-15 754,00	-14 806,90	-12 804,70	-18 686,85
Voyage	-8 006,12	-8 249,04	-6 728,80	-4 833,89	-16 041,36
Autres services	-7 303,05	1 311,81	-2 154,40	-4 513,79	664,44
Revenus primaires	-1 143,73	-8 733,60	-16 864,20	-3 963,19	18 459,14
Revenus des salariés	861,51	-244,00	-1 810,30	-308,99	8 458,10
Revenus des investissements	-2 005,24	-8 489,60	-15 021,90	-3 654,20	-2 529,96
Autres revenus primaires	0,00	0,00	-32,00	0,00	12 531,00
Revenus secondaires	29 741,98	29 129,00	26 045,40	17 112,44	42 884,93
Administrations publiques	14 205,05	17 314,00	11 911,00	1 861,66	23 631,55
<i>Aides budgétaires</i>	11 200,00	15 782,00	11 900,00	2 400,00	2 400,00
Autres secteurs	15 536,93	11 815,00	14 134,40	15 250,78	19 253,38
<i>Dont : Envois de fonds des travailleurs</i>	12 130,49	10 697,00	12 363,00	12 363,00	19 177,60
Compte de capital	485 427,46	26 958,00	15 863,00	15 822,07	27 395,92
Acquisitions/cessions d'actifs non fin. non prod.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transfert en capital	485 427,46	26 958,00	15 863,00	15 822,07	27 395,92
Administrations publiques	485 427,46	25 700,00	15 900,00	8 816,00	26 100,00
<i>Remises de dettes</i>	484 447,12	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres secteurs	0,00	1 258,00	-37,00	7 006,07	1 295,92
Compte financier	436 093,51	-8 703,30	1 688,70	-15 871,55	-39 591,45
Investissements directs	-13 719,83	-11 403,00	-3 458,20	-9 701,89	-12 906,89
Investissements de portefeuille	44,56	-16,10	0,00	0,00	-9 505,61
Dérivés financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres investissements	449 768,78	2 715,80	5 146,90	-6 169,66	-17 178,95
Administration publique	452 457,29	-9 827,00	-7 629,00	-12 535,30	-24 134,00
Autres secteurs	-2 688,51	12 542,80	12 775,90	6 365,64	-3 678,95
Erreurs et omissions nettes	-2 114,17	-2 261,65	-4 877,42	4 969,84	6 140,13
Solde global	12 180,00	26 769,60	-33 200,40	10 722,00	76 247,40
Avoirs et engagements extérieurs	-12 180,00	-26 769,60	33 087,90	-10 881,90	-12 783,80
Banque centrale	-1 985,44	-31 244,30	30 438,20	-6 978,90	-3 786,80
Autres institutions de dépôts	-10 194,56	4 474,70	2 649,70	-3 903,00	-8 997,00

Source : BCEAO

ANNEXE 6 : Balance des paiements optique FMI (en millions de FCFA)

Libellés	Crédit	Débit	Solde
Compte des transactions courantes	190 977,21	187 857,31	3 119,90
Biens et services	105 254,75	163 478,92	-58 224,17
Biens	82 055,14	105 883,75	-23 828,61
Marchandises générales, base balance des paiements	82 055,14	105 873,75	-23 818,61
Dont : Réexportations	0,00	0,00	0,00
Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce International	0,00	0,00	0,00
Biens achetés dans le cadre du négoce international (crédits négatifs)	0,00	0,00	0,00
Biens vendus dans le cadre du négoce International	0,00	0,00	0,00
Or non monétaire	0,00	10,00	-10,00
Services	23 199,61	57 595,17	-34 395,56
Services de fabrication fournis sur des intrants physiques Détenus par des tiers	0,00	0,00	0,00
Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs	0,00	1 281,92	-1 281,92
Transport	0,00	19 018,64	-19018,64

Fret	0,00	18 686,85	-18 686,85
Voyages	10 272,10	26 313,46	-16 041,36
Travaux de construction	0,00	127,71	-127,71
Services d'assurance et de retraite	0,00	2 596,92	-2 596,92
Services financiers	556,00	184,20	371,80
Commission pour usage de propriété intellectuelle non Incluses ailleurs	0,00	0,00	0,00
Services de télécommunications, d'informatique Et d'information*1	9 204,72	7 556,31	1 648,41
Autres services aux entreprises	2 250,10	512,21	1 737,89
Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	0,00	0,00	0,00
Biens et services des administrations publiques non inclus ailleurs	916,69	3,80	912,89
Revenu primaire	31 114,80	12 655,66	18 459,14
Rémunération des salariés	15 255,07	6 796,97	8 458,10
Revenus des investissements	3 328,73	5 858,69	-2 529,96
Investissements directs	866,93	1 531,99	-665,06

Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement	539,93	1 002,24	-462,31
Intérêts	327,00	529,75	-202,75
Investissements de portefeuille	1 539,00	3 271,00	-1 732,00
Revenu des investissements sur titres de Participation et parts De fonds De placement	7,00	3 100,00	-3 093,00
Intérêts	1 532,00	171,00	1 361,00
Autres investissements	922,80	1 055,70	-132,90
Prélèvement sur les revenus des quasi sociétés	0,00	0,00	0,00
Intérêts	922,80	1 055,70	-132,90
Avoirs de réserves	0,00	0,00	0,00
Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement	0,00	0,00	0,00
Intérêts	0,00	0,00	0,00
Autre revenu primaire	12 531,00	0,00	12 531,00
Revenu secondaire	54 607,66	11 722,73	42 884,93
Administrations publiques	23 631,55	0,00	23 631,55
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc	0,00	0,00	0,00

Cotisations sociales	0,00	0,00	0,00
Prestations Sociales (Débit)	0,00	0,00	0,00
Coopération internationale courante	331,55	0,00	331,55
Transferts courants divers des administrations publiques	23 300,00	0,00	23 300,00
Transferts courants aux ISBLSM	0,00	0,00	0,00
Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	30 976,11	11 722,73	19 253,38
Transferts personnels (transferts courants entre ménages Résidents et non résidents)	30 438,60	11 261,00	19 177,60
Envois de fonds des travailleurs	30 438,60	11 261,00	19 177,60
Autres transferts courants	537,51	461,73	75,78
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc	0,00	0,00	0,00
Cotisations sociales	0,00	20,40	-20,40
Prestations sociales	0,00	28,80	-28,80
Primes d'assurance nettes hors assurance vie	0,00	50,80	-50,80
Indemnités d'assurance dommage	0,00	0,00	0,00
Coopération internationale courante	0,00	0,00	0,00

Transferts courants divers	537,51	361,73	175,78
Dont : transferts courants Aux ISBLSM	0,00	0,00	0,00
Ajustement pour variation des droits à pension	0,00	0,00	0,00
Compte de capital	27 395,92	0,00	27 395,92
Acquisitions (DR) / cessions (CR) d'actifs non financiers non produits	0,00	0,00	0,00
Transferts de capital	27 395,92	0,00	27 395,92
Administration publique	26 100,00	0,00	26 100,00
Remises de dette	0,00	0,00	0,00
Autres transferts de capital	26 100,00	0,00	26 100,00
Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	1 295,92	0,00	1 295,92
Remises de dette	0,00	0,00	0,00
Autres transferts de capital	1 295,92	0,00	1 295,92
Capacité (+) / besoin () de financement (solde des comptes des transactions courantes et de capital)	218 373,13	187 857,31	30 515,82
Compte financier	77 656,29	41 000,34	36 655,95

Capacité (+) / besoin () de financement (Compte financier)	77 656,29	41 000,34	36655,95
Investissement direct	1 358,33	14 265,22	-12 906,89
Titres de participation et parts de fonds de placement	1 358,33	14 265,22	-12 906,89
Titres de participation autres que le réinvestissement Des bénéfices	824,40	13 262,98	-12 438,58
Investisseur direct dans des entreprises D'investissement direct	824,40	12 534,10	-11 709,70
Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissement à rebours)	0,00	0,00	0,00
Entre entreprises soeurs	0,00	728,88	-728,88
Réinvestissement des bénéfices	533,93	1 002,24	-468,31
Instruments de dette	0,00	0,00	0,00
Créances d'un investisseur direct sur des entreprises D'investissement direct	0,00	0,00	0,00
Créances des entreprises d'investissement direct sur Un investisseur direct (investissement à rebours)	0,00	0,00	0,00
Entre entreprises soeurs	0,00	0,00	0,00
Investissements de portefeuille	4 838,00	9 505,61	-4 667,61
Titres de participation et parts de fonds de placement	6 171,00	-47,26	6 218,26

Banque centrale	0,00	0,00	0,00
Administrations publiques	0,00	0,00	0,00
Établissements de dépôts autres que la banque centrale	6 171,00	0,00	6 171,00
Autres secteurs	0,00	-47,26	47,26
Autres sociétés financières	0,00	0,00	0,00
Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,00	-47,26	47,26
Titres de créance	-1 333,00	9 552,87	-10 885,87
Banque centrale	0,00	0,00	0,00
À court terme	0,00	0,00	0,00
À long terme	0,00	0,00	0,00
Autorités monétaires (le cas échéant)	0,00	0,00	0,00
À court terme	0,00	0,00	0,00
À long terme	0,00	0,00	0,00
Établissements de dépôts autres que la banque centrale	-1 333,00	0,00	-1 333,00
À court terme	-1 333,00	0,00	-1 333,00
À long terme	0,00	0,00	0,00

Administrations publiques	0,00	9 644,00	-9 644,00
À court terme	0,00	9 644,00	-9 644,00
À long terme	0,00	0,00	0,00
Autres secteurs	0,00	-91,13	91,13
À court terme	0,00	-91,13	91,13
À long terme	0,00	0,00	0,00
Autres sociétés financières	0,00	0,00	0,00
À court terme	0,00	0,00	0,00
À long terme	0,00	0,00	0,00
Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,00	-91,13	91,13
À court terme	0,00	-91,13	91,13
À long terme	0,00	0,00	0,00
Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	0,00	0,00	0,00
Banque centrale	0,00	0,00	0,00
Autorités monétaires (le cas échéant)	0,00	0,00	0,00
Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,00	0,00	0,00

Administrations publiques	0,00	0,00	0,00
Autres secteurs	0,00	0,00	0,00
Autres sociétés financières	0,00	0,00	0,00
Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,00	0,00	0,00
Dérivés financiers (autres que réserves)	0,00	0,00	0,00
Options	0,00	0,00	0,00
Contrats à terme	0,00	0,00	0,00
Options sur titres des employés	0,00	0,00	0,00
Autres investissements	4 678,76	17 229,51	-12 550,75
Autres titres de participation	0,00	0,00	0,00
Monnaie fiduciaire et dépôts	-1 463,39	2 027,50	-3 490,89
Banque centrale	0,00	74,50	-74,50
À court terme	0,00	74,50	-74,50
À long terme	0,00	0,00	0,00
Autorités monétaires (le cas échéant)	0,00	0,00	0,00
À court terme	0,00	0,00	0,00

À long terme	0,00	0,00	0,00
Établissements de dépôts autres que la banque centrale	2 509,00	1 953,00	556,00
Dont: positions interbancaires	0,00	0,00	0,00
À court terme	2 509,00	1 953,00	556,00
À long terme	0,00	0,00	0,00
Administrations publiques	0,00	0,00	0,00
À court terme	0,00	0,00	0,00
À long terme	0,00	0,00	0,00
Autres secteurs	-3 972,39	0,00	-3 972,39
À court terme	-3 893,00	0,00	-3 893,00
À long terme	-79,39	0,00	-79,39
Autres sociétés financières	0,00	0,00	0,00
À court terme	0,00	0,00	0,00
À long terme	0,00	0,00	0,00
Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	-3 972,39	0,00	-3 972,39
À court terme	-3 893,00	0,00	-3 893,00

À long terme	-79,39	0,00	-79,39
Prêts	5 922,00	15 147,90	-9 225,90
Banque centrale	0,00	-646,10	646,10
Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0,00	-646,10	646,10
Autres prêts à court terme	0,00	0,00	0,00
Autres prêts à long terme	0,00	0,00	0,00
Autorités monétaires (le cas échéant)	0,00	0,00	0,00
Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0,00	0,00	0,00
Autres prêts à court terme	0,00	0,00	0,00
Autres prêts à long terme	0,00	0,00	0,00
Établissements de dépôts autres que la banque centrale	6 148,00	2 328,00	3 820,00
À court terme	6 148,00	0,00	6 148,00
À long terme	0,00	2 328,00	-2 328,00
Administrations publiques	0,00	13 500,00	-13 500,00
Crédits et prêts avec le FMI (autres que réserves)	0,00	0,00	0,00
Autres à court terme	0,00	0,00	0,00

Autres à long terme	0,00	13 500,00	-13 500,00
Autres secteurs	-226,00	-34,00	-192,00
À court terme	-226,00	0,00	-226,00
À long terme	0,00	-34,00	34,00
Autres sociétés financières	0,00	0,00	0,00
À court terme	0,00	0,00	0,00
À long terme	0,00	0,00	0,00
Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	-226,00	-34,00	-192,00
À court terme	-226,00	0,00	-226,00
À long terme	0,00	-34,00	34,00
Régime d'assurance, de pension et de garanties standardisées	-1,00	0,00	-1,00
Banque centrale	0,00	0,00	0,00
Autorités monétaires (le cas échéant)	0,00	0,00	0,00
Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,00	0,00	0,00
Administrations publiques	0,00	0,00	0,00
Autres secteurs	-1,00	0,00	-1,00

Autres sociétés financières	-1,00	0,00	-1,00
Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,00	0,00	0,00
Crédits commerciaux et avances	458,15	0,00	458,15
Banque centrale	0,00	0,00	0,00
À court terme	0,00	0,00	0,00
À long terme	0,00	0,00	0,00
Autorités monétaires (le cas échéant)	0,00	0,00	0,00
À court terme	0,00	0,00	0,00
À long terme	0,00	0,00	0,00
Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,00	0,00	0,00
À court terme	0,00	0,00	0,00
À long terme	0,00	0,00	0,00
Administrations publiques	0,00	0,00	0,00
À court terme	0,00	0,00	0,00
À long terme	0,00	0,00	0,00
Autres secteurs	458,15	0,00	458,15

À court terme	392,55	0,00	392,55
À long terme	65,60	0,00	65,60
Autres sociétés financières	0,00	0,00	0,00
À court terme	0,00	0,00	0,00
À long terme	0,00	0,00	0,00
Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	458,15	0,00	458,15
À court terme	392,55	0,00	392,55
À long terme	65,60	0,00	65,60
Autres comptes à recevoir/ à payer	-237,00	54,11	-291,11
Banque centrale	0,00	102,40	-102,40
À court terme	0,00	102,40	-102,40
À long terme	0,00	0,00	0,00
Autorités monétaires (le cas échéant)	0,00	0,00	0,00
À court terme	0,00	0,00	0,00
À long terme	0,00	0,00	0,00
Établissements de dépôts autres que la banque centrale	-237,00	-20,00	-217,00

À court terme	-237,00	-20,00	-217,00
À long terme	0,00	0,00	0,00
Administrations publiques	0,00	0,00	0,00
À court terme	0,00	0,00	0,00
À long terme	0,00	0,00	0,00
Autres secteurs	0,00	-28,29	28,29
À court terme	0,00	-28,29	28,29
À long terme	0,00	-0,00	0,00
Autres sociétés financières	0,00	0,00	0,00
À court terme	0,00	0,00	0,00
À long terme	0,00	0,00	0,00
Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,00	-28,29	28,29
À court terme	0,00	-28,29	28,29
À long terme	0,00	-0,00	0,00
Droits de tirage spéciaux	0,00	-0,00	0,00
Avoirs de réserve	66 781,20	0,00	66 781,20

Or monétaire	0,00	0,00	0,00
Or métal	0,00	0,00	0,00
Comptes en or non affectés	0,00	0,00	0,00
Droits de tirage spéciaux	-0,90	0,00	-0,90
Position de réserve au FMI	970,10	0,00	970,10
Autres avoirs de réserve	65 812,00	0,00	65 812,00
Monnaie fiduciaire et dépôts	65 812,00	0,00	65 812,00
Créances sur les autorités monétaires	235,90	0,00	235,90
Créances sur d'autres entités	65 576,10	0,00	65 576,10
Titres	0,00	0,00	0,00
Titres de créance	0,00	0,00	0,00
À court terme	0,00	0,00	0,00
À long terme	0,00	0,00	0,00
Titres de participation et parts de fonds De placement	0,00	0,00	0,00
Dérivés financiers	0,00	0,00	0,00
Autres créances	0,00	0,00	0,00

Erreurs et omissions nettes	-140 716,84	-146 856,97	6 140,13
Postes pour mémoire	0,00	0,00	0,00
Financement exceptionnel	1,13	0,00	1,13
Transferts courants et ou en capital	1,13	0,00	1,13
Remises de dettes	0,00	0,00	0,00
Autres dons intergouvernementaux	0,00	0,00	0,00
Dons provenant des comptes de bonifications FMI	1,13	0,00	1,13
Investissements directs	0,00	0,00	0,00
Prises de participations liées à la réduction de la dette	0,00	0,00	0,00
Instruments de dette	0,00	0,00	0,00
Investissement de portefeuille	0,00	0,00	0,00
Autres investissements	0,00	0,00	0,00
Tirages sur les nouveaux emprunts effectués par les autorités Ou par d'autres secteurs au nom des autorités	0,00	0,00	0,00
Rééchelonnement de dettes existantes	0,00	0,00	0,00
Arriérés	0,00	0,00	0,00

Accumulation d'arriérés	0,00	0,00	0,00
Principal sur la dette à court terme	0,00	0,00	0,00
Principal sur la dette à long terme	0,00	0,00	0,00
Intérêts initiaux	0,00	0,00	0,00
Intérêts de pénalisation	0,00	0,00	0,00
Remboursement d'arriérées	0,00	0,00	0,00
Principal	0,00	0,00	0,00
Intérêts	0,00	0,00	0,00
Rééchelonnement d'arriérés	0,00	0,00	0,00
Principal	0,00	0,00	0,00
Intérêts	0,00	0,00	0,00
Annulation d'arriérés	0,00	0,00	0,00
Principal	0,00	0,00	0,00
Intérêts	0,00	0,00	0,00

Source : BCEAO

ANNEXE 7 : Position extérieure globale (en millions de FCFA)

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

À court terme	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
À long terme	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Établissements de dépôts autres que la banque centrale	3 392,00	0,00	5 901,00	2 509,00	651,25	0,00	2 604,25	1 953,00
Dont: positions interbancaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
À court terme	3 392,00	0,00	5 901,00	2 509,00	651,25	0,00	2 604,25	1 953,00
À long terme	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Administrations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
À court terme	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
À long terme	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres secteurs	11 002,32	0,00	7 029,93	-3 972,39	0,00	0,00	0,00	0,00
À court terme	10 045,93	0,00	6 152,93	-3 893,00	0,00	0,00	0,00	0,00

[illegible]

[illegible]

Autres à court terme	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres à long terme	0,00	0,00	0,00	0,00	190 937,10	0,00	204 437,10	13 500,00
Autres secteurs	462,00	92,00	328,00	-226,00	363,00	0,00	329,00	-34,00
À court terme	462,00	92,00	328,00	-226,00	0,00	0,00	0,00	0,00
À long terme	0,00	0,00	0,00	0,00	363,00	0,00	329,00	-34,00
Autres sociétés financières	103,00	92,00	195,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
À court terme	103,00	92,00	195,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
À long terme	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	359,00	0,00	133,00	-226,00	363,00	0,00	329,00	-34,00
À court terme	359,00	0,00	133,00	-226,00	0,00	0,00	0,00	0,00
À long terme	0,00	0,00	0,00	0,00	363,00	0,00	329,00	-34,00

[illegible]

[illegible]

Autres secteurs	411,16	0,00	869,31	458,15	0,00	0,00	0,00	0,00
À court terme	352,56	0,00	745,11	392,55	0,00	0,00	0,00	0,00
À long terme	58,60	0,00	124,20	65,60	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres sociétés financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
À court terme	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
À long terme	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	411,16	0,00	869,31	458,15	0,00	0,00	0,00	0,00
À court terme	352,56	0,00	745,11	392,55	0,00	0,00	0,00	0,00
À long terme	58,60	0,00	124,20	65,60	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres comptes à recevoir/ à payer	524,00	210,00	497,00	-237,00	33 661,38	0,00	33 715,49	54,11
Banque centrale	0,00	0,00	0,00	0,00	807,40	0,00	909,80	102,40

[illegible]

Autres secteurs	270,00	210,00	480,00	0,00	32 732,98	0,00	32 704,69	-28,29
À court terme	270,00	210,00	480,00	0,00	28,29	0,00	0,00	-28,29
À long terme	0,00	0,00	0,00	0,00	32 704,69	0,00	32 704,69	0,00
Autres sociétés financières	270,00	210,00	480,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
À court terme	270,00	210,00	480,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
À long terme	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,00	0,00	0,00	0,00	32 732,98	0,00	32 704,69	-28,29
À court terme	0,00	0,00	0,00	0,00	28,29	0,00	0,00	-28,29
À long terme	0,00	0,00	0,00	0,00	32 704,69	0,00	32 704,69	0,00
Droits de tirage spéciaux	0,00	0,00	0,00	0,00	9 971,10	678,20	10 649,30	0,00
Avoirs de réserve	88 297,40	677,40	155 756,00	66 781,20	0,00	0,00	0,00	0,00

[illegible]

À court terme	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
À long terme	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Titres de participation et parts de fonds de placement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dérivés financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Source : BCEAO



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int